

## VIII- LA PRISON

### LE COUP D'ÉTAT DE Z'BIRI

Le monde arabe n'a pas mesuré l'impact de la défaite de 1967. Ce fut pourtant un moment déterminant dans notre histoire. Cette date marque le début d'un grand reflux, un immense mouvement de régression, après deux décennies qui ont permis aux pays arabes d'aller dans le sens de l'histoire et de la libération partielle de leurs sociétés, après avoir accédé à l'indépendance.

Les régimes hérités des luttes antérieures étaient arrivés au bout de leurs capacités. Ils n'étaient plus capables d'apporter des idées nouvelles, d'impulser le progrès au sein de sociétés animées d'une formidable soif de progrès et de justice. Le symbole le plus éclatant en était Nasser, contraint d'accepter la défaite, incapable d'en tirer les conséquences, parce que son régime et son pays étaient tous les deux à bout.

Dès lors, s'ouvrait dans le monde arabe une nouvelle période, qui allait révéler toute la détermination des régimes en place à se maintenir en réprimant leurs peuples. Même si nombre d'entre eux réussissaient, grâce à un discours populiste, à obtenir l'adhésion des foules.

L'Algérie n'a pas échappé à ce mouvement. D'autant que Boumediene pouvait exploiter sa nouvelle notoriété à l'extérieur pour réprimer ses opposants à l'intérieur, des opposants qu'il pouvait accuser d'être au service de l'impérialisme ou de la réaction. Des décennies plus tard, on se rend compte à quel point ces accusations sont futiles et absurdes. Elles ont pourtant provoqué de terribles dégâts dans le pays, et de nombreux Algériens, des hommes libres, de grande valeur, en ont payé le prix.

Boumediene avait alors totalement verrouillé le jeu politique. L'opposition avait été laminée. La sécurité militaire veillait au grain. Toute contestation était réduite de manière impitoyable. Dès lors, la seule contestation d'envergure ne pouvait venir que de l'intérieur du pouvoir, des proches de Boumediene.

Tahar Z'Biri était chef d'état-major de l'armée sous Houari Boumediene. A ce titre, il était donc l'un de ses proches, et un de ses hom-

mes de confiance. C'est pourtant lui qui a lancé la tentative de coup d'état la plus osée contre Boumediene, le 11 décembre 1967, révélant toutes les contradictions du pouvoir de cette époque.

Boumediene cumulait alors les postes de président de la république, président du conseil des ministres, président du conseil de la révolution et ministre de la défense. Il était à la tête d'une pyramide dont la base était très hétérogène. Celle-ci comprenait des moudjahidine, des hommes de valeur, qui avaient fait preuve d'un sens du sacrifice très poussé en restant fidèles aux idéaux du 1er novembre, cohabitant avec toutes sortes d'opportunistes, d'officiers de l'armée française, de ralliés de la dernière heure et de serviteurs zélés au service des puissants du moment.

Cette confusion a provoqué des dégâts irréparables. L'armée avait perdu sa vitalité. Elle avait peu à peu perdu cette force qu'elle avait hérité de la guerre de libération, du fait de son lien constant avec le peuple, pour se transformer en une force dont la tâche principale est de prendre ou de conserver le pouvoir. Les officiers les plus attachés à une armée au service du peuple et non au service du pouvoir ont été progressivement écartés ou éliminés, pour être remplacés par les clients de Boumediene dont la plupart venaient de l'armée française.

Le parti était de son côté devenu un simple appareil bureaucratique, sans aucun pouvoir. Vidé de ses cadres, sans moyens, placé sous surveillance étroite de l'administration et des services de sécurité, il a été isolé de la population, qui a fini par s'en méfier.

## **Trahisons**

C'est dans ce contexte que Tahar Z'Biri a tenté de renverser Boumediene. Je n'ai ni participé, ni été mis au courant de cette opération. J'allais pourtant y être mêlé de près, à mon insu. Pour moi, tout a commencé par un appel téléphonique, à une heure avancée de la nuit, en ce 11 décembre 1967. J'avais passé une soirée tranquille, et me préparais à dormir, quand le téléphone a sonné. Je n'étais guère habitué à des appels aussi tardifs. Je pris le combiné.

Mon interlocuteur parlait d'une voix claire, puissante. Il était apparemment en pleine forme. Aucune trace de fatigue ne perçait dans ses propos.

- Je t'appelle du siège du parti, à Blida, dit-il. Je suis avec des compagnons qui souhaitent te rencontrer de toute urgence, pour une affaire de la plus haute importance.

Sans me laisser le temps de répondre, il a raccroché. J'étais intrigué. Et gêné aussi, par une question toute simple : je n'avais pas de voiture pour me rendre à Blida. Ma femme se rendait compte de mon anxiété. Elle était inquiète. Elle pensait que ce coup de téléphone apportait des mauvaises nouvelles concernant peut-être un parent ou un proche. Elle ne put se retenir, et me demanda de quoi il s'agissait.

- Un évènement grave a est survenu à toute l'Algérie, pas seulement à un parent, dis-je sans trop y réfléchir.

Je ne sais si ma réponse l'avait satisfaite. Je sortis aussitôt, à la recherche d'un véhicule pour me rendre à Blida. Mais peine étais-je sorti que je me rendais compte que les rues étaient désertes.

Je me rendis chez un voisin, qui avait une voiture. Sans même lui expliquer de quoi il s'agissait, je lui demandai de m'emmener à Blida. Il répondit à ma requête sans poser de questions. Je ne sais même pas si je lui ai adressé la parole pendant le trajet, tant j'étais préoccupé par cet appel me demandant simplement de me rendre à Blida.

J'arrivai au siège de la mouhafadha du FLN à Blida aux premières lueurs du jour. J'y trouvai un groupe important, des civils et des militaires. J'en connaissais quelques uns. Avant que j'aie pu poser la moindre question, Youcef Benkherouf, alors responsable de la mouhafadha de Blida, me prit par le bras pour m'emmener à l'écart. Je lui demandai les raisons de ce rassemblement où se mélangeaient militaires et civils.

Il me répondit rapidement :

- Pas besoin de détails pour le moment. Un bataillon de chars fait mouvement en ce moment d'El-Asnam (Chlef) vers nous. Un soulèvement militaire a eu lieu.

- Pourquoi m'avez-vous appelé ? Quel rôle suis sensé avoir dans ce soulèvement ? Et puis, qui organise ce soulèvement ? Quels en sont les objectifs ? Y a-t-il une organisation sérieuse ?

Un des compagnons de Benkherouf, qui s'était joint à nous, m'a coupé :

- On n'a pas suffisamment de temps pour tout expliquer. Ceux que tu vis ici sont au courant. Ils sont partie prenante. Tu auras tous les détails plus tard.

Aussitôt, il a entraîné Benkherouf avec lui, et ils sont sortis. Je me trouvais de nouveau seul. Les questions se bousculaient dans ma tête. Qui menait le soulèvement ? Avec quels moyens ? Pour quels objectifs ? Avait-il une chance de réussir ? Mais, surtout, quelles en seraient les conséquences pour le pays ?

J'entrai dans une grande salle de réunion, où beaucoup de gens se bousculaient. Des militaires, des civils, et d'autres, en pyjama, maladroitement dissimulé par un manteau militaire, négligemment jeté sur leurs épaules. J'étais choqué par tant de négligences, de manque de rigueur. Tenter un coup d'état en pyjama équivaut à affronter un char avec un jouet en bis. J'étais tenté de leur dire ces simples vérités.

Je gardai cependant le silence, car j'avais reconnu quelques personnes que je connaissais : Si Hassan, Omar Ramdane, mon ami Mohamed Bousmaha, Salah Boubnider (Saout El-Arab), Hamid Allouache. Finalement, j'ai été mis au courant des détails de l'opération. Z'Biri menait un coup d'état contre le pouvoir de Boumediene et les officiers de l'armée française qui constituaient son équipe. Z'Biri lui-même était en route vers la mouhafadha de Blida pour nous réunir. Il pouvait compter sur trois bataillons. L'un, commandé par Ammar Mellah, venait de Médéa, le second, dirigé par Abdessalam, venait de Miliana, et le troisième, dirigé par un proche de Z'Biri, Layachi Houasnia, faisait mouvement à partir d'El-Asnam. Tous trois devaient converger vers Alger.

J'étais, à priori, favorable à une action pouvant remettre la révolution sur sa trajectoire naturelle. Mais j'appréhendais les conséquences de cette opération qui me paraissait bâclée. J'imaginai ces chars, faisant mouvement dans un vacarme assourdissant, devant des citoyens étonnés, ne sachant ce qui se passait, pendant que Boumediene et ses hommes préparaient une riposte impitoyable. Ceux qui avaient planifié l'opération avaient-ils tenu compte du temps qu'il faut à un char pour parcourir la distance d'El-Asnam à Alger ? Avaient-ils prévu des points de ravitaillement ? Etaient-ils en mesure de savoir combien de temps il fau-

drait à Boumediene pour apprendre le départ des unités, de se préparer à l'affronter, et quels moyens il mettrait en œuvre ?

J'avais de sérieux doutes, mais je gardai cependant ces réflexions pour moi-même. J'attendais simplement la suite des événements. Au petit matin, je fus invité à prendre place à bord d'une voiture qui faisait partie d'un long cortège se dirigeant vers Alger. Arrivés près de Oued El Alleug, les voitures prirent un sentier, pour s'arrêter devant une ferme, au cœur de la Mitidja. Tout le monde descendit.

Je me mis de nouveau à l'écart, avec ces questions qui me taraudaient toujours : cette opération mettrait-elle fin au pouvoir de Boumediene, qui aurait ainsi duré deux ans et demi, comme celui de son prédécesseur ? Aboutirait-elle à un assainissement de l'armée ? Pourrait-elle instaurer un régime démocratique en Algérie ? Quelle était la position des autres officiers supérieurs ? Avaient-ils décidé de soutenir Z'Biri ? Et les membres du conseil de la révolution ?

Nous étions dans une ferme, une de ces exploitations autogérées qui faisaient la fierté de la Mitidja. Mais nous étions totalement coupés du monde extérieur. Personne n'était en mesure de nous informer de ce qui se passait dans le pays. Aucune nouvelle ne nous parvenait de ces bataillons sensés faire mouvement sur Alger. Je voyais ces hommes, menant leur coup d'état en pyjama, attendant Z'Biri pour leur donner des ordres. De quelque manière que je prenais la situation, j'étais contraint d'admettre l'évidence : ces hommes couraient à la débâcle.

A ce moment surgirent deux hommes, exténués à force d'avoir couru. Ils avaient été envoyés pour suivre le mouvement des unités rebelles. Ils apportaient une nouvelle dramatique : les bataillons de Z'Biri n'avaient pu dépassé El-Affroun. Les forces restées loyales à Boumediene les avaient anéantis. L'aviation, la gendarmerie et le gros de l'armée étaient restés fidèles à Boumediene.

La nouvelle eut l'effet de la foudre. Certains se sont jetés contre le mur, d'autres sont carrément tombés par terre. C'était la panique. Chacun pensait à sa propre survie, à son propre salut. Le sauve qui peut primaire. Cruel. Pathétique.

- Je n'ai rien à voir avec ce qui s'est passé à El-Affroun, dit l'un d'eux. Je n'ai pas été consulté pour le déclenchement de cette opération.

- C'est la fin, dit un second. Bloqués à El-Affroun, cela signifie la défaite. Et notre fin !

- Non, ce n'est pas la fin, renchérit un troisième. C'est ta fin à toi. Je n'ai rien à voir dans ce qui se passe. Toute la responsabilité incombe à celui qui a organisé la rébellion. Je suis en civil, ce qui atteste clairement que je n'ai rien à voir avec vous. Personne ne m'a consulté, et je n'ai participé à aucune concertation !

C'était l'hystérie. Sans même s'assurer de ce qui s'était réellement passé, tout le monde acceptait la défaite, se laisser aller à une surenchère pitoyable. La courage affichée auparavant laissait place en une peur panique, l'amitié et la solidarité laissaient place à la trahison et un égoïsme pitoyable.

- Je propose qu'on rentre chez nous, ou qu'on se cache dans des endroits sûrs, en attendant que la situation soit plus claire, proposa quelqu'un.

Ses paroles furent accueillies comme une délivrance. Chacun se ruait vers sa voiture, pour s'enfuir. Ils ne prenaient même pas la peine de se saluer. Ils avaient perdu toute dignité. Je ne pus me retenir :

- Attendez un moment, dis-je. Qu'on sache au moins pourquoi vous vous êtes rebellés, et pourquoi vous avez donné votre accord à cette action ! Vous ne savez même pas si la rébellion a définitivement échoué !

Tout en se dirigeant vers la sortie, Hamid Allouache répondit :

- Nous avons été appelés exactement comme toi, sans même savoir de quoi il était question. Je ne savais même pas pourquoi j'étais venu.

- Je ne pense que tu ignorais la raison de ta présence, répondis-je. Ta fuite, maintenant, est une trahison, et un acte d'une grande bassesse.

Je me tournai vers les autres :

- Vous devez au moins attendre l'arrivée de Z'biri il vous a fait confiance. Soyez dignes de cette confiance.

Mais mes paroles n'eurent aucun écho. Ces hommes avaient peur. Incapables d'assumer leurs actes, ils s'enfuyaient, dans une débandade indescriptible. L'un d'eux, Hamid Allouache, se rendit dans une pièce contiguë, pour appeler au téléphone Salah " Vespa ", célèbre commissaire de police, un des bras droits du patron de la sûreté nationale de l'é-

poque Ahmed Draïa. Il lui fit une description détaillée des événements, passant tout en détail, citant les noms, les paroles, les comportements et l'ambiance qui avait régné parmi les partisans de Z'Biri. Il avait le numéro de téléphone personnel de Salah " Vespa ", à qui il communiquait toutes les informations sur les initiatives des amis de Z'Biri.

Son forfait accompli, il revint, comme si de rien n'était. Mais il était visiblement sur les nerfs. J'avais remarqué son manège. J'avais instinctivement deviné sa mission. Je m'adressai à lui, à haute voix, de manière à être entendu par ceux qui étaient encore présents :

- Chacun d'entre nous doit assumer ses responsabilités, maintenant que les autorités sont au courant de tout, nos noms, l'endroit où nous sommes, et notre participation au coup d'état. Nous n'avons plus de secret à cacher aux forces de sécurité, n'est-ce pas, mon frère ?

Je voulais, par ces propos, signifier à cet homme qu'il était impliqué, comme les autres, dans la tentative de coup d'état. Sa trahison ne le blanchissait pas totalement. Mais ses autres compagnons ne prêtaient plus attention à ce qu'on disait. Ils étaient abattus. Seule la fuite les intéressait. Certains n'hésitaient pas à proférer des insultes et des accusations odieuses contre Z'Biri. C'était plus que je ne pouvais supporter.

- Je refuse de fuir. Je reste jusqu'à ce que Z'Biri arrive. Votre attitude est indigne. Vous n'avez pas le droit de proférer des accusations pareilles contre lui après l'avoir considéré comme El-Mehdi El Mountadhar (le messie). Comment osez-vous le transformer en criminel après l'avoir porté aux nues ? Quelle que soit votre attitude, j'attendrai Z'Biri. Même si je reste seul à l'attendre !

Je restai effectivement seul à l'attendre. Au bout de quelques minutes, il n'y avait plus personne. J'étais toujours dans cette ferme, au milieu des arbres. Le bruit de camions et d'ambulances, les navettes de voitures de police, au loin, tranchait avec le magnifique paysage des plantations de la Mitidja. Les orangers, chargés de fruits mûrs, leur donnaient une couleur particulière, atténuant le froid de décembre.

Une voiture s'approcha de la ferme. Youcef Benkherouf, accompagné d'un de ses adjoints, en descendit. Il balaya du regard cette espèce de clairière devant la ferme où il pensait trouver les partisans de Z'Biri. Il comprit. Il dit, d'une voix déçue :

- Si Tahar se trouve, avec son chauffeur, dans la région de Chréa, dit-il.

Nous partîmes aussitôt, en direction de Chréa. La circulation, dominée par des véhicules militaires, révélait une tension extrême dans la région. Les traces des combats étaient visibles. Des dizaines de véhicules blindés sillonnaient les routes. La ronde des ambulances se poursuivait. Des barrages de contrôle barraient toutes les routes.

Nous avons cependant réussi à atteindre sans encombre le refuge de Z'Biri. Il était en compagnie de son chauffeur, Belkacem. Il s'était réfugié chez un moudjahid, fils de chahid, Djamel Mokhbat. Je lui tendis la main. C'était la première fois. Je ne l'avais pas bien connu auparavant. Je le regardai. Son visage reflétait la sincérité.

Je suis entré directement dans le vif du sujet, en lui demandant quels étaient les objectifs de cette opération, et les raisons de son échec. Avant de répondre, il m'a posé, à son tour, une question sur ces responsables, civils et militaires, avec qui j'avais passé une partie de la matinée.

- Ils sont tous partis, répondis-je simplement. Ils sont rentrés chez eux.

Il était surpris. D'un ton éprouvé, il posa plusieurs questions, comme s'il parlait pour lui-même :

- Partis ! Pourquoi sont-ils partis ? Pourquoi se sont-ils dispersés ? Pourquoi n'ont-ils pas attendu mes ordres ? Et où sont-ils allés ?

Il me faisait pitié. Je mesurais ce que la trahison avait fait de cet homme. Je lui racontai brièvement ce qui s'était passé, la fuite de ses compagnons. Il ne devait plus penser qu'à son propre salut.

- Tu es dans une situation difficile. Tu es seul, face au pouvoir. Tu n'as ni amis, ni partisans.

D'une main tremblante, il essuya la sueur qui inondait son front, malgré le froid. Il se rendait compte de la gravité de la situation. Curieusement, ceci l'apaisait. Le baroudeur reprenait le dessus.

- Il faut que je passe ce qui s'est passé à El-Affroun, dit-il. Je ne peux rien faire avant de savoir ce qui s'est passé.

- Laisse tomber, répondis-je. Occupe-toi de ce qui est plus important, maintenant.



J'étais d'abord préoccupé par les conséquences terribles de cette opération, mal préparée, sans objectif précis. Une action impulsive, menée sur un coup de tête par des amateurs. Elle avait déjà fait trop de victimes, pour rien. Je ne pouvais m'empêcher d'en faire la remarque à Z'Biri.

- Je ne peux soutenir cette action, ni dans la forme, ni dans le fond, lui dis-je. Non pas que je soutienne ce pouvoir, et tu le sais. Mais c'était une aventure hasardeuse qui a fait des morts inutiles. Je ne peux en aucune manière cautionner une quelconque opération qui fait couler le sang des Algériens.

Mais c'était là une simple mise au point, sans conséquence. Z'Biri le savait. Le plus urgent était de s'informer, de le protéger, en attendant de trouver une issue. Pour le moment, il était en sécurité. Mais les prochains jours risquent d'être difficiles.

Je me dirigeai de nouveau vers El-Affroun, en compagnie de Hamoud Bey, un des homes de Z'Biri. Nous étions tous deux en civil. Nous avons pu effectuer le trajet sans encombre.

Mais aussitôt à El-Affroun, nous avons été frappés par l'ampleur des destructions. De habitations avaient été détruites, des véhicules, brûlés, jonchaient les routes. Des débris de toutes sortes, résultat des bombardements de l'aviation, donnaient à la ville un aspect sinistre. Et, par-dessus, de nombreux cadavres étaient encore là, jetés pêle-mêle, au bord de la route, parmi les décombres ou aux abords des maisons détruites.

Des unités de l'armée et de la gendarmerie occupaient les lieux, dans un climat de tension extrême. A l'entrée de la ville, la route avait été barrée par un amoncellement de véhicules et de barricades de toutes sortes, pour couper la route aux chars de Z'Biri. Des deux côtés de la route, des unités loyalistes avaient été déployées.

Il n'y avait guère besoin de se poser de question. La bataille était finie. Z'Biri l'avait perdue. Ses chars avaient été bloqués au pont de Oued Bouroumi, à la sortie d'El-Affroun. Ironie de l'histoire, les premiers chars de la colonne sur laquelle comptait Z'Biri avaient causé sa perte. Arrivés aux abords du pont, peut-être impressionnés par le déploiement des forces de Boumediene, peut-être ayant simplement pris peur, les éléments de tête avaient abandonné leurs engins pour s'enfuir. Ces chars avaient alors

constitué un obstacle qui a bloqué tout le reste de la colonne. C'est alors que les forces de Boumediene, appuyées par l'aviation, se sont déchaînées contre les " rebelles ", offrant un spectacle effroyable.

Des corps gisaient aux abords de la route, sur le pont, à côté des chars. Des hommes, très jeunes, certains à peine sortis de l'enfance, sans connaissance des armes ni du combat, ramenés des écoles de sous-officiers et de l'école des cadets, avaient été sacrifiés. Ils avaient servi de chair à canon, pour être massacrés sans pitié dans une bataille qui ne les regardait pas.

Le chef des forces loyalistes était le commandant Zerguini. Celles de Z'Biri étaient dirigées par Ammar Mellah et Layachi Houasnia. Zerguini avait choisi de bloquer les forces de Z'Biri au pont de Oued Bouroumi, sur la seule route menant vers Alger. Il avait établi des barricades, et déployé d'imposantes forces pour stopper les chars de Z'Biri. Au petit matin, les belligérants se sont retrouvés face à face, séparés par un pont. Des moudjahidine, des anciens compagnons d'armes, allaient s'affronter pour le pouvoir.

Le combat a été engagé, mais la première attaque n'a pas duré longtemps. Elle n'a pas débouché sur une victoire significative d'une partie ou de l'autre. Mais peu après, est intervenue l'aviation, restée fidèle à Boumediene. En fait, il a suffi de deux avions militaires pour faire basculer la victoire en faveur des forces loyalistes. Les deux appareils ont bombardé la zone de combats, sans faire de distinction entre unités alliées et ennemies. Cet fut un carnage, qui explique le nombre élevé de victimes. Zoubir Benounnès, commissaire d'El-Affroun, a été tué dans les bombardements, menés sans distinction entre alliés et ennemis.

Boumediene voulait visiblement faire une démonstration. Il avait mis en place un énorme dispositif militaire, qui aurait largement suffi à contrer Z'Biri sans faire intervenir l'aviation. Mais il ne voulait pas seulement contrer la tentative de coup d'état, qui était en fait une opération bâclée et mal préparée. Il voulait surtout faire un exemple, pour signifier à tous ses opposants sa détermination à les écraser impitoyablement. Il adressait un message à tous ceux qui étaient susceptibles de le contester, et signifiait à l'opinion algérienne qu'il ne tolérait aucune forme de contestation.

Les hommes de Z'Biri se sont alors dispersés dans les bois et les plantations de la cette partie ouest de la Mitidja. Ils ont longtemps attendu l'aide promise par Saïd Abid, alors chef de la première région militaire, dont le siège et à Blida, et dont dépendait les bataillons rebelles. Saïd Abid avait promis son aide à Z'Biri. Il n'a pas tenue sa promesse, laissant les forces de Z'Biri faire face au déluge.

Saïd Abid a même tenté une habile manœuvre, dans laquelle Boumediene ne s'est toutefois pas laissé prendre. Il a appelé Boumediene pour lui proposer une médiation avec Z'Biri. Mais Boumediene avait compris le manège. Il lui répondit de manière cinglante :

- C'est trop tard. Il n'y a plus place pour les tergiversations après le lancement de la rébellion. Tu auras du savoir ce qui se tramait sur un terrain placé sous ton autorité. Maintenant que le coup est parti, et que la tentative a échoué, je ne veux plus que tu prennes contact avec moi une seconde fois.

Saïd Abid n'a pus supporter ce qu'il venait d'entendre de Boumediene. Il ne voulait pas être accusé pour sa participation dans la tentative de coup d'état, ni supporter les reproches de ses amis, qui ne manqueraient pas de lui rappeler qu'il n'avait pas tenu ses promesses. Il a choisi de se donner la mort. Il a estimé que c'était, pour lui, la seule issue possible.

Les forces loyalistes ont assuré leur mainmise sur le terrain. Les hommes de Z'Biri, restés sans ordre, tentaient de survivre. Dispersés dans les environs d'El-Affroun, ils ne pouvaient même pas utiliser leurs chars, en panne d'essence. Les unités de gendarmerie et de différents services de sécurité se déployaient à leur recherche, cherchant d'abord à arrêter Z'Biri.

A la nuit tombée, toute la région était sous le chaos. J'envoyai deux hommes chercher Z'Biri. Celui-ci réussit, à la faveur de la nuit, à se rendre dans la zone de combats, malgré les patrouilles incessantes des gendarmes et des parachutistes. Sa présence a quelque peu remonté le moral de ses hommes. Ils avaient de nouveau envie de se battre. Profitant de l'obscurité, ils réussirent à tendre une embuscade audacieuse à un convoi de forces loyalistes, dont ils s'emparèrent facilement. Ils reprenaient l'initiative. Mais pour combien de temps encore ?

Tirant profit de ce moment d'embellie, nous nous sommes rendus à El-Affroun, pour nous approvisionner en carburant. Des dizaines de fûts ont été ainsi remplis d'essence, pour être transportés vers El-Affroun. Les chars pouvaient de nouveau être opérationnels.

Z'Biri dirigeait lui-même les opérations. Il a ordonné à ses hommes de ne pas marcher sur Alger, mais de se replier. Il craignait une nouvelle intervention de l'aviation, qui ne manquerait pas de décimer ses unités. Il voulait préserver ces troupes, en attendant que ses partisans se manifestent. Car beaucoup d'officiers supérieurs lui avaient promis de le soutenir. Il comptait notamment sur l'aide de Mohamed Salah Yahiaoui, alors chef de la troisième région militaire. Après la défection de Saïd Abid, le soutien de Yahiaoui pouvait être déterminant, car il pouvait à son tour entraîner d'autres.

Commença alors une longue nuit d'attente. Je m'allongeai par terre, sur un sol humide. Je sentis le froid glacial de cette nuit de décembre. Au loin, les lumières de Hammam Righa brillaient. En contrebas, on pouvait aussi voir la lumière de rares véhicules empruntant la route par laquelle étaient arrivés les chars de Z'Biri.

A l'aube du second jour, il fallait se rendre à l'évidence. Personne ne viendrait au secours de Z'Biri. La plupart de ceux qui l'avaient encouragé à se rebeller, sentant le vent tourner, se ralliaient à Boumediene. Z'Biri était abattu.

- Personne ne m'a soutenu, malgré toutes les promesses, me dit-il. Que faire maintenant de ces hommes qui m'ont accompagné, et qui se retrouvent pourchassés dans les montagnes ?

Il était épuisé par la fatigue, le manque de sommeil et la déception. J'eus de nouveau pitié de lui :

- Je t'avais prévenu. Ta confiance était mal placée, et ton opération bâclée. Mais du moment que tu as trouvé refuge chez moi, je peux te promettre que je ne te laisserai pas tomber, jusqu'à ce que tu sois en sécurité.

Il gardait le silence, se contentant de fixer ses yeux au loin, à l'horizon. Comme s'il voulait éviter de regarder ces chars pataugeant dans la boue, avec leurs canons, devenus inutiles, pointés vers la montagne ; ces hommes qui l'avaient suivi, par conviction ou simplement en obéissant aux

ordres, et qui se retrouvaient pris au piège, pourchassés, menacés de mort. Et, au-delà, ces morts, et ce pays déchiré, livré à des aventuriers sans scrupules, n'hésitant pas à sacrifier des adolescents pour se maintenir au pouvoir.

Moi aussi, je restais silencieux. Certes, des dizaines de questions se bouscullaient dans ma tête. Comment Z'Biri avait-il eu l'idée de prendre Alger en utilisant des unités se trouvant à 200 kilomètres de la capitale, alors qu'il avait des unités sur place ? Comment avait-il commis des négligences aussi graves comme le fait de ne pas prévoir l'approvisionnement en carburant ? Et puis, que voulait-il réellement en lançant sa tentative de coup d'état ? Avait-il de vrais objectifs politiques, et quels étaient-ils, ou bien était-il, lui aussi, poussé par de simples ambitions de pouvoir ? Et aussi : qui lui avait promis de l'aide ? Sur quelles forces comptait-il ? Mais je m'abstins de lui poser la moindre question. Que pouvait-on dire à un chef militaire au milieu de la débâcle, contraint de subir la défaite, d'assister à la détresse des hommes qui l'ont suivi, et d'admettre la trahison de ceux à qui il avait fait confiance ?

Mais il était dit que Z'Biri était condamné à subir d'autres épreuves encore. Il espérait toujours le soutien de Yahiaoui. Et, qui sait, d'autres responsables pouvaient encore se rallier à son opération.

Au petit matin, nous nous sommes regroupés pour écouter les informations. Elles étaient sans illusion. L'opération menée par Z'Biri avait échoué. Les forces loyalistes contrôlaient la situation. Houari Boumediene, président du conseil de la révolution et chef des armées, fit un discours à la Nation.

Puis vint le tour de Yahiaoui. Sa déclaration était la plus attendue. Le choc fut terrible. Z'Biri était littéralement anéanti. Yahiaoui était plus violent envers lui que Boumediene, qui avait évité d'utiliser certains termes prononcés par Yahiaoui. " L'ami " et " l'allié " Yahiaoui ne se contentait pas de trahir. Il faisait de la surenchère.

Z'Biri perdait toutes ses illusions. C'était fini. Il avait perdu la bataille, ses rêves, ses amis. Il était désormais seul. Il serait impitoyablement pourchassé par les hommes de Boumediene, qui utiliseraient désormais tous les moyens pour l'avoir, mort ou vif. Il n'avait établi aucun plan de retrai-

te, n'avait rien prévu au cas où la situation tournerait en sa défaveur, ce qui, à mes yeux, confirmait l'absence totale de rigueur dans sa démarche.

Il était désespéré. Sa survie devenait une priorité. Je lui proposai de rester sur place, jusqu'à la tombée de la nuit. Nous pourrions alors nous rendre dans un autre endroit sûr. Il était inutile de tenter de se déplacer en plein jour, alors que des opérations de ratissage étaient menées un peu partout à sa recherche.

Quand l'obscurité envahit la région, nous nous sommes mis en route. Nous étions quatre. Deux fidèles de Z'Biri nous accompagnaient. D'étranges souvenirs me revenaient. Il me semblait que la vie était un éternel recommencement. Combien de fois, combien d'années, j'avais ainsi circulé la nuit à travers les montagnes ! Je retrouvais naturellement des réflexes que je pensais avoir perdus depuis l'indépendance. Gravier la pente, escalader des roches, deviner la piste, marcher la nuit, se diriger à l'instinct, ne pas faire de bruit, tout me revenait naturellement. J'avais alors 34 ans, et la guerre était finie depuis cinq ans.

Nous avons atteint un petit hameau, avec des maisons pauvres, des murs en terre, le toit recouvert d'un mélange de boue et de chaume. Des habitations construites à flanc de montagne, à peine visibles. Un homme âgé nous accueillit. Un simple regard dans la mesure révélait le dénuement dans il vivait. A voix haute, il dit à sa femme de nous préparer ce qu'elle avait de mieux comme plat. On était alors en plein Ramadan. Peu après, elle nous offrait une soupe de lentilles et un peu de pain d'orge.

Je me tournai vers Z'Biri :

- Tu vois ce que mangent les gens du peuple en plein Ramadhan ? C'est ce qu'ils ont de mieux. Ils ont tout donné à la révolution, et voilà comment ils sont récompensés!

Il s'arrêta de manger. Il pleurait. Lui qui, il y a deux jours à peine, était le puissant chef d'état-major de l'armée, était l'invité d'hommes humbles, pauvres, dont le pouvoir avait presque oublié l'existence. Il retrouvait cette Algérie des campagnes, misérable mais fière, vivant dans le plus grand dénuement mais n'oubliant jamais l'hospitalité. Il allait de nouveau vivre parmi ces gens de longues semaines.

Dès lors, notre vie avait basculé. Nous vivions la nuit, nous déplaçant de montagne en montagne, reprenant ces pistes qui m'avaient été si familières. De Hammah Righa, nous avons pris vers le sud-ouest, en direction de Djebel Ellouh, pour repartir ensuite à l'est, vers Médéa. Les caches étaient nombreuses, disponibles, les hommes de confiance nombreux. Ils ne connaissaient pas Z'Biri, mais nous recevaient correctement, selon les règles ancestrales de l'hospitalité. Il s'agissait en majorité de moudjahidine que j'avais côtoyés pendant la guerre de libération. Ils étaient restés dans leurs villages, ou à la campagne, ce qui les épargnés des tentations du pouvoir et de toutes les formes de corruption qui s'y rattachent. Dans la douleur, Z'Biri redécouvrait la solidarité, l'amitié et la confiance.

### **Sauver Z'Biri**

De puissant chef d'état-major de l'armée, Tahar Z'Biri n'était plus qu'un fugitif, fuyant à travers les montagnes, se déplaçant de cache en cache chez les rares personnes qui acceptaient encore de l'héberger. Le destin m'a encore une fois placé sur son chemin. Ce moudjahid avait accompagné Boumediene, avant de se rebeller, et de tout perdre. Ses amis le reniaient, ses compagnons se détournaient en entendant son nom. C'était un homme seul, un proscrit. Il était venu trouver refuge dans cette région qui m'était si chère, pour demander de l'aide. Il ne l'a pas trouvée chez ses amis, ses compagnons, ceux qu'il considérait comme ses partisans.

J'ai effectué de longs périple en sa compagnie à travers les montagnes que je sillonnais déjà pendant la guerre de libération. Ce furent des moments difficiles, pénibles, mais émouvants. Ils incitent à la réflexion et aux confidences. Nous avons eu de longues discussions.

- Pourquoi tu ne t'es pas plus tôt révolté contre Boumediene ? lui demandai-je un jour, alors que nous nous trouvions en pleine montagne. Tu étais l'un des plus chauds partisans du coup d'état du 19 juin 1965. Pourtant, tu savais que Ben Bella avait donné son accord pour te nommer au poste de chef d'état-major, un poste qui t'aurait permis de changer le rapport de forces au sein de l'armée et de contribuer à l'assainir.

Il était nerveux.

- Je reconnais que j'étais l'un de ceux qui souhaitaient la destitution de Ben Bella, après avoir été l'un de ses partisans, répondit-il sur un ton gêné. J'ai soutenu le coup d'état de Boumediene sans en calculer les conséquences.

Il m'a ensuite expliqué ce son différend avec Ben Bella.

- J'ai commencé à en vouloir à Ben Bella depuis qu'il m'a manqué de respect, dit-il. C'était au cours d'une cérémonie officielle à Moscou. Nous étions invités aux cérémonies marquant l'anniversaire de la révolution d'octobre en Union Soviétique. J'ai suggéré à Ben Bella de promouvoir un des officiers de l'ANP au grade de maréchal, un grade symbolique qui lui donnerait un prestige suffisant pour recevoir dignement les délégations étrangères qui venaient en Algérie. J'avançai le nom de Mohand Oulhadj, qui était le plus âgé d'entre nous.

" Ben Bella m'a répondu ironiquement. L'ère du couteau est finie, m'a-t-il dit-il. Je ne pus alors me contenir. Je répliquai sèchement : S'il n'y avait eu le couteau, tu ne serais pas président de la république, et tu n'aurais jamais pu accéder à la Place Rouge.

" J'ai aussitôt quitté la cérémonie, pour regagner l'hôtel, avec l'idée de rentrer à Alger par le premier avion, avant la fin de la visite.

Mohamed Harbi m'a suivi dans ma chambre, à l'hôtel. Il s'est assis au bord du lit, et m'a dit, en souriant :

- Il ne faut pas prendre ces choses là au sérieux. Le président voulait te taquiner. N'oublie pas qu'il te voue un respect sans égal. Et puis, pourquoi te mettre en colère alors que ta réplique a été encore plus dure que sa réponse?

" Harbi m'a alors convaincu. La visite s'est poursuivie sans autre incident. Nous sommes rentrés à Alger. Mais au cours de ma première réunion avec Boumediene, celui-ci m'a dit, de but en blanc :

- " Ne t'ai-je pas dit que Ben Bella nous égorgerait tous l'un après l'autre?

" Je compris que Boumediene était au courant de l'incident de Moscou. Un de ses fidèles le lui a rapporté. Il m'a relancé, ravivant ma colère contre Ben Bella. Cet incident constituait en fait le point de départ



du changement de mon attitude envers Ben Bella, qui devait aboutir à mon soutien au coup d'état du 19 juin ".

C'est l'histoire de Z'Biri avec Ben Bella. Un incident mineur, qui aurait pu rester sans suite. Il a été exploité par Boumediene, qui a progressivement monté le chef d'état-major contre le chef de l'état, pour préparer sa prise du pouvoir, avant que Z'Biri ne se rebelle à son tour contre Boumediene, pour échouer finalement dans sa tentative de coup d'état. S'il n'y avait eu toutes ces victimes, et si Z'Biri n'était à son tour menacé de mort, la situation aurait prêté à sourire. J'avais tout le temps, durant ces journées de fuite éperdue, pour réfléchir à ces petits riens, ces incidents mineurs qui décident finalement du destin d'un homme.

Mais en cette journée où je me trouvais avec Z'Biri en pleine forêt, fuyant les unités de l'armée et de la gendarmerie qui recherchaient l'auteur de la tentative de coup d'état de décembre 1967, Ben Bella avait été destitué depuis plus de deux ans. J'évitai délibérément de demander à Z'Biri des informations sur les membres du conseil de la révolution qui avaient promis de le soutenir. La situation était suffisamment pénible pour éviter de remuer le couteau dans plaie. Il était encore plus difficile de parler de ses partisans qui avaient été arrêtés. Ils se trouvaient tous au siège de la daïra de Aïn-Defla, enchaînés comme des bêtes sauvages, attendant leur destin. Seul Z'Biri était encore en fuite.

Les services de sécurité ont eu recours à tous les moyens de torture pour faire parler les partisans de Z'Biri qui avaient été arrêtés. Ils voulaient repérer le chef de l'opération, connaître les itinéraires probables qu'il serait amené à emprunter dans sa fuite, ainsi que les pistes susceptibles de le mener vers l'étranger. Les recherches se poursuivaient sans relâche, nuit et jour, dans les zones où nous nous trouvions. Mais elles restaient infructueuses.

Cet échec a amené les services de sécurité à utiliser d'autres méthodes. Ils firent appel à un moudjahid à qui me liait une profonde amitié, Benmira Madjen, surnommé Benmira el-djadarmi (le gendarme). C'était un officier de la Wilaya IV, un valeureux combattant, originaire de Djelida, près de Aïn-Defla, établi ensuite à Khemis-Miliana. Lui aussi était un rebelle, dans son genre. Il avait participé à la création du FFS, et avait

pris le maquis deux fois après l'indépendance, avant de passer de longues années en prison. Cette fois-ci, il avait reçu carte blanche pour me contacter. Un laissez passer lui a été remis pour lui faciliter les déplacements. Il était chargé de me transmettre un message personnel de Boumediene.

Benmira connaissait les réseaux, les gens, les pistes et les refuges où j'étais susceptible de passer. Ayant fait les mêmes maquis de l'ALN, je suppose qu'il avait acquis la même manière de raisonner que moi. Après une longue période de prospection, il a retrouvé ma trace, et réussit à me contacter. Mais il est resté fidèle à lui-même, à son honneur de moudjahid. Il n'a pas monnayé cette information. Il ne l'a même pas transmise à ceux qui nous traquaient. Il m'a simplement fait savoir qu'il souhaitait me rencontrer, pour me transmettre un message.

De mon côté, je restais méfiant. Je n'ai pas permis à Benmira de me rencontrer avant de m'assurer de ses intentions. Quand j'ai estimé avoir suffisamment de garanties, j'ai demandé à des amis de l'amener. Je me trouvais alors avec Z'Biri à Ouled Brahim, au sud-ouest de Médéa. Je reçus le message, que je lus à Z'Biri. Je le relus une seconde fois : on nous demandait de nous rendre. En contrepartie, nous ne serions pas poursuivis. La crise était finie. Le coup d'état de Z'Biri avait échoué, ses partisans arrêtés ou éliminés. Il n'y avait plus de risque. Il était donc inutile de relancer la crise par une nouvelle affaire qui risquait de déstabiliser le pays.

Je devais me concerter avec Z'Biri. Il fallait discuter cette proposition. Nous nous sommes isolés. J'ai donné mon point de vue à Z'Biri :

- Le but de ce pouvoir n'est pas de mettre fin à l'effusion de sang. Ils veulent seulement gagner du temps pour savoir si ce mouvement a des partisans autres que ceux qui ont été arrêtés.

L'émissaire attendait une réponse. On ne pouvait la lui donner. Nous manquions d'informations. De plus, c'était à Z'Biri de trancher. Finalement, nous avons eu recours à une formule vague, qui nous permettait de gagner du temps. J'ai demandé à l'émissaire d'informer Boumediene que s'il fallait s'entendre, nous ne ménagerions pas nos efforts.

L'émissaire repartit sans réponse précise. Quant à nous, nous poursuivions nos déplacements continus, sans jamais nous attarder dans un

endroit. Notre fuite à travers monts et vallées a duré tout un mois. Jusqu'à ce que Z'Biri décide de rentrer à Alger. Il a beaucoup insisté. Je tentai de l'en dissuader, sans succès.

Nous avons alors entamé une nouvelle étape de notre périple, celle qui devait nous ramener à Alger. Nous empruntions des chemins non fréquentés qui me rappelaient les maquis de l'ALN. Mais il y avait une grande différence. J'avais dix années de plus, l'Algérie était indépendante, et ceux qui nous traquaient étaient des Algériens.

Nous sommes partis de Médéa en direction de Hammam Melouane. Nous pûmes nous reposer un peu, avant de repartir, toujours à pied, vers Chebli, avant de parvenir à Birkhadem, dans la banlieue d'Alger, à la faveur de la nuit.

Z'Biri pensait pouvoir trouver un peu d'aide auprès de ses partisans. Il fut désappointé en ne voyant, durant tout notre parcours, que les patrouilles de l'armée et de la gendarmerie, ainsi que les projecteurs aux barrages et chez les unités mobiles qui sillonnaient alors la Mitidja.

Il faisait très froid. La pluie rendait notre marche éprouvante. Mais le mauvais temps était une aubaine pour nous, car les itinéraires que nous empruntions étaient libres. De nuit, nous pûmes nous rendre de Birkhadem à Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger. Z'Biri a tenté d'entrer en contact avec certains de ses partisans, à Hydra et Bouzaréah. Il n'a trouvé personne. Il apprit seulement que l'un de ses compagnons, le commandant Ali Mellah, était lui aussi dans la nature.

Pendant toute cette période, je n'avais pas perdu le contact avec l'émissaire du pouvoir. Je ne lui ai pas révélé l'endroit où se trouvait Z'Biri. Je lui laissais entendre que le fugitif se trouvait toujours dans la région du Titteri, aux environs de Médéa, alors qu'il se trouvait en sécurité à Bouzaréah, dans la villa d'un ami en qui j'avais toute confiance.

Les contacts avec cet émissaire avaient changé de nature. Il n'était pas habilité à négocier. Il se contentait de transmettre les messages. Ils pouvaient, en outre, mettre en danger Z'Biri, car si l'émissaire lui-même m'inspirait confiance, je ne pouvais en dire autant de la sécurité militaire. Malgré les précautions qu'il prenait, l'émissaire pouvait être suivi, y compris à son insu. Je décidai donc de procéder autrement. Je l'informai que

si les contacts devaient se poursuivre, ils devaient avoir lieu avec un responsable, habilité à décider.

La réponse me parvint rapidement. Un homme, mandaté par Boumediene, était chargé de me rencontrer. Nous avons convenu d'une rencontre à Hydra au domicile de Hamid Allouache, autre officier de la Wilaya IV. Nous étions alors au début du Ramadhan 1967.

Je me rendis discrètement de Bouzaréah à Hydra pour cette rencontre que j'appréhendais. J'avais encore en mémoire l'assassinat de Mohamed Chaabani. Je demandai donc à des amis de surveiller discrètement le lieu du rendez-vous, de venir armés et d'intervenir en cas de nécessité.

A mon arrivée, je trouvai Salah " Vespa ", alors chef de sûreté de la wilaya d'Alger, en compagnie de Laribi, fonctionnaire à la direction générale de la police. Une troisième personne se trouvait également sur les lieux. J'ai appris plus tard qu'il s'agissait d'un officier de la sécurité militaire.

L'un d'eux engagea le dialogue.

- Ecoute bien ce que je vais te dire, commença-t-il, car ce que je vais te dire, ce sont les mots du président Boumediene lui-même.

- Et que dit Boumediene ? demandai-je.

- Boumediene te dit que c'est fini. La rébellion de Tahar Z'Biri est finie. Ses conséquences sont effacées. Tu ne seras pas poursuivi. Nous te considérons comme innocent, malgré le concours que tu lui as apporté dans sa fuite, ce qui nous a empêchés de l'appréhender. Nous sommes convaincus que tu as été mêlé malgré toi à cette rébellion. Nous savons que tu n'en as pas eu connaissance dans ses phases de préparation et d'exécution. C'est ce qui nous a convaincus de ton innocence.

Un autre intervint :

- Boumediene te dit : ce qui t'est demandé aujourd'hui, c'est un rapport détaillé concernant le déroulement des faits jusqu'à ta rencontre avec Z'Biri. Tu peux rentrer chez toi, auprès des tiens après nous avoir indiqué où se trouve Z'Biri.

Je souris. J'étais convaincu que leur seul objectif, c'était de manœuvrer, de gagner du temps, en attendant de trouver la cachette de Z'Biri. Je ne pus m'empêcher de leur dire ce que j'avais sur le cœur :

- Dites à votre président que s'il veut un rapport sur la rébellion, sur sa préparation et son déroulement, ce n'est pas à moi qu'il faut s'adresser. Lui-même est au courant de tous les détails, ceux que je connais et même ceux que je ne connais pas. Vous aussi d'ailleurs, vous en savez plus que moi. C'est un travail de police et de services de renseignements. Moi, je ne suis qu'un militant, ajoutai-je.

" Par contre, si Boumediene veut parler de la situation politique et sociale du pays, c'est moi qui lui demande d'expliquer l'impasse actuelle, qui a conduit à la rébellion de Z'Biri. Dites-lui que si Boumediene avait été perdu cette bataille, je l'aurais protégé de la même manière, car c'est un moudjahid. Je refuse que son sang coule, je refuse qu'il soit humilié, car c'est un symbole et une page de l'histoire de notre pays. La protection de Z'Biri est un devoir national. Vous le remettre, c'est accepter sa condamnation à mort et son exécution, comme ce fut le cas pour Chaabani. Je suis disposé à rencontrer Boumediene pour lui expliquer mon point de vue.

Ainsi prit fin l'entrevue avec les émissaires de Boumediene. Je quittai le lieu du rendez-vous en prenant soin de ne pas être suivi. Je retournai auprès de Z'Biri. J'avais l'esprit tranquille. J'avais accompli mon devoir. J'étais resté fidèle à mes convictions.

J'informai Z'Biri des détails de la rencontre. Il décida de se rendre à Batna, une idée à laquelle il avait déjà pensé auparavant. C'était la dernière étape de sa cabale avant son départ vers l'étranger.

Je menai des tractations difficiles avec un camionneur que m'avait indiqué Z'Biri, et en qui il avait confiance. Il transportait des marchandises acquises auprès d'un grossiste d'Alger, qu'il devait convoier jusqu'à Batna. Il voyageait de nuit. Nous convînmes que Z'Biri prenne place à bord de son camion le quatrième jour après l'Aïd.

Une voiture fut amenée devant la villa où se cachait Z'Biri. Le moteur restait en marche. Un dispositif d'alerte a été mis en place, discrètement. Il était composé de sympathisants et d'hommes de confiance. Quand Z'Biri est sorti de la villa, pour entamer ce dernier voyage, il était entouré d'un petit cercle d'amis. Le propriétaire de la villa, qui avait pris des risques énormes, était également présent.

Z'Biri nous donna l'accolade. Il regarda longuement la demeure qui l'avait abrité en ces moments difficiles. Il était très ému. Je lui souhaitai bonne chance, et il partit. Il devait se rendre au port d'Alger, où l'attendait le routier chargé de le transporter vers Batna. Je ne devais le revoir que de longues années plus tard.

Il était sauf. Moi, je m'apprêtais à vivre l'enfer.

### **Avec Krim Belkacem**

Tahar Z'Biri évacué sain et sauf vers les Aurès, je quittai le refuge de Bouzaréah pour revenir chez moi, à Hydra. J'étais tenu au courant de ses déplacements. Je ne fus vraiment rassuré que lorsque je fus informé de son arrivée à bon port. Car j'avais entre-temps acquis la conviction que Z'Biri avait été trahi par ses propres compagnons. Il n'avait pas perdu la bataille le jour où des informateurs avaient mis Boumediène au courant de ses fréquents déplacements à Bordj El-Kiffan où se trouvait le bataillon de chars avec lequel il a tenté son coup d'état, ni le jour où il a donné son accord pour le déplacement de ce bataillon vers El-Asnam, ni même le jour où ses troupes ont été battues à l'entrée d'El-Affroun alors qu'elles faisaient route vers Alger, venant d'El-Asnam. Sa défaite remontait au jour où il avait vendu son âme à des hommes indignes de confiance, le jour où il a dévoilé ses secrets à Saïd Abid et Mohamed Salah Yahiaoui, en leur confiant ses projets, et a cru à leur engagement et à leur appui. En fait, la trahison a été plus rapide que la défaite.

Mais cette parenthèse était close. Je retrouvais ma famille, après ces dures journées d'hiver passées dans les montagnes, puis à Alger, de cache en cache. Les services de sécurité pensaient que Z'Biri était encore dans la région, et que je gardais un contact direct avec lui. Ils misaient sur le temps, attendant la faute qu'il commettrait, pour l'arrêter. Ils décidèrent de ne pas me persécuter sur ce coup là. Je ne reçus aucune visite de policier ou de gendarme, jusqu'en avril 1968.

En fait, ils n'avaient pas baissé les bras. Ils avaient seulement utilisé d'autres méthodes. La maison mitoyenne de la mienne a été évacuée de ses habitants, remplacés par des personnes âgées et des enfants de membres de services de sécurité, qui servaient de couverture. Des caméras et

des instruments d'écoute ont été installés, mon téléphone mis sur écoute, ce qui leur permettait de suivre tous mes mouvements et mes contacts. Je pus même entendre mon propre souffle lorsque, plus tard, je fus arrêté et interrogé !

Je ne changeai pas mon mode de vie pendant toute cette période. Ma maison était ouverte à tous. Riches et pauvres, jeunes et vieux, femmes et hommes, je recevais beaucoup de gens. La plupart des visiteurs étaient des anciens compagnons d'armes, leurs parents, et des enfants de chouhada. Ils ont été tous interrogés plus tard, lorsque je fus arrêté. Aucun d'eux n'a échappé aux enquêtes de la police et de la sécurité militaire, y compris les personnes âgées.

J'étais outré par ce traitement indigne que subissaient mes proches. M'avoir rencontré ou invité, être venu chez moi était suffisant pour devenir suspect. Ceux qui m'approchaient faisaient l'objet d'une persécution de tous les instants. Leur situation devenait intenable.

Je décidai mettre fin à la pression qui s'exerçait sur eux et sur moi. La seule solution qui s'offrait à moi était de partir momentanément à l'étranger. Avec l'appui de quelques amis, je réussis à me procurer un faux passeport. J'entamai, le 27 avril 1968, un long périple qui devait m'amener en France. Mes photos étaient alors placardées dans tous les commissariats. La police des frontières devait m'empêcher de quitter le territoire. Je pus cependant m'embarquer à l'aéroport Es-sénia d'Oran.

Je laissais derrière moi des amis qui m'étaient chers, ma femme, mon fils et ma fille, qui n'avait alors que six mois.

Aussitôt arrivé à Paris, je fus contacté par des hommes de Krim Belkacem, qui dirigeait alors un mouvement d'opposition, le " Mouvement Démocratique pour la Révolution Algérienne" (MDRA). Krim souhaitait me rencontrer. Je donnai mon accord, après avoir précisé qu'il s'agirait d'une rencontre serait amicale, d'ordre privé, et non un contact politique. J'avais posé cette condition, que Krim a acceptée.

Je me trouvais quelques jours plus tard dans un modeste café appartenant à un Algérien, dans le neuvième arrondissement, quand j'aperçus Krim Belkacem. Il prenait un café tout en lisant un journal. Je m'approchai de lui. Il me reconnut à son tour, se leva, et me donna longuement

l'accolade tout en riant, un rire d'enfant, franc, comme si, à travers moi, il donnait l'accolade à l'Algérie, ses montagnes, ses oliviers et ses oueds. Je ne l'avais pas vu depuis qu'il avait quitté l'Algérie en 1965, quatre années plus tôt.

Je le dévisageai. Ses traits étaient tirés. Son regard, triste, avait perdu l'éclat qui avait été celui du combattant, puis celui de l'homme libre dans l'Algérie indépendante. L'homme était visiblement éprouvé.

Nous évoquâmes longuement le passé, les souvenirs communs, nous informant mutuellement des anciens amis et compagnons. Puis Krim me posa des questions sur la rébellion de Tahar Z'Biri, ses conséquences sur l'Algérie, ainsi que sur le sort de Z'Biri. Je le mis au courant de tout ce que je savais, et lui fis part de mon point de vue. Je le rassurai quant au sort de Z'Biri.

Krim me parla alors longuement de son mouvement politique, le MDRA, et de ses objectifs. Il aspirait à renverser le régime de Boumediene, et à assainir l'ANP. Il parlait avec enthousiasme, s'exprimant à haute voix, au point de se faire entendre par les autres clients du café. En parlant de ses projets, il redevenait tel que je l'avais connu, déterminé, courageux, ne connaissant pas la peur.

Je sentais dans ses propos sincérité et honnêteté. J'oubliai Krim l'exilé, pour me rappeler Krim le militant, le jeune homme qui avait pris le maquis bien avant le début de la guerre de libération, après avoir abattu un collaborateur de l'administration coloniale. C'était un parent à lui, mais Krim n'avait pas tenu compte de ce lien familial, privilégiant l'intérêt supérieur du pays. Plus tard, quand ses compagnons lui firent part du projet de lancer la lutte armée, il n'a pas hésité, devenant le meilleur des compagnons, le plus sincère des moudjahidine et le dirigeant le plus valeureux. Au moment de conclure la guerre de libération, c'est encore lui qui dirige la délégation algérienne à Evian, négociant âprement, discutant point par point, jusqu'à obtenir satisfaction.

Malgré son passé héroïque, le voici réduit à l'exil, condamné à chercher des appuis pour tenter d'exister dans ce pays qu'il avait contribué à libérer. Il sait que le temps presse, car le pouvoir d'Alger se renforce. Mais il n'est pas abattu. Il reste déterminé à lutter, à tenter de corriger le cours



de l'histoire. Il m'apparaissait, ce jour là, comme un monument de notre histoire, une lumière qui ne s'éteindra jamais.

Nous nous séparâmes sans prendre de rendez-vous précis, ni d'engagement. Il ne m'a rien promis. Mais nous pûmes nous revoir plusieurs fois. Finalement, Krim me demanda d'adhérer à son mouvement. Je déclinai poliment l'invitation.

### **Les hommes de la Sécurité Militaire**

Deux hommes ont assisté à une de mes rencontres avec Krim Belkacem. Ils font partie de ces gens qui aiment être sous les feux de la rampe, briller et occuper les médias. Je les connaissais bien. J'ai rapidement compris qu'ils avaient réussi à embobiner Krim Belkacem. Ils lui avaient présenté la situation en Algérie sous une image grotesque, au point de le convaincre que sa simple arrivée à Alger provoquerait la chute du régime.

Krim pensait qu'ils étaient attachés à lui. En fait, ils travaillaient pour la Sécurité Militaire, qui les avait chargés d'infiltrer le mouvement. Je connaissais de près l'un d'eux, le commandant Azzeddine. Il avait intégré les services secrets pour satisfaire ses ambitions personnelles, non pour servir une cause. Il avait été officier de l'ALN. Blessé dans des conditions obscures, fait prisonnier, il avait réussi à s'évader, dans des conditions tout aussi obscures, pour rejoindre Tunis où il avait tissé de solides relations avec Krim Belkacem, alors membre du GPRA.

Cet homme avait un petit magnétophone camouflé sous ses vêtements lors de ma rencontre avec Krim. Quant à son compagnon, il notait tout ce que disait le leader du MDRA. Celui-ci exposait son plan pour renverser le régime de Boumediene. Les deux hommes le poussaient à aller plus loin possible dans le détail. Il se laissait curieusement entraîner. Il donnait force détails sur son organisation, ses structures, ses relais, ses dirigeants, ses objectifs politiques et militaires. Finalement, il a remis aux deux hommes une copie du programme de son mouvement.

Je décidai de garder le silence. A part les salutations et les formules de courtoisie, je ne prononçai pas un mot en leur présence. Au moment de nous séparer, j'exprimai mon scepticisme à Krim:

- Je pense que l'opposition à partir de l'étranger est condamnée à l'échec. Le peuple algérien, que tu connais mieux que moi, n'accepte pas cette idée. Notre peuple a une sensibilité extrême envers ce qui vient de l'extérieur. Le seul moyen de le convaincre est de créer un mouvement en son sein, à l'intérieur du pays.

Krim me répondit avec un calme étonnant.

- Crois-moi, j'ai une base populaire très large sur laquelle je pourrai compter quand le moment sera arrivé, dit-il.

Je n'osai lui faire remarquer que ce slogan était usé, que Mohamed Boudiaf et Mohamed Khider l'avaient utilisé avant lui. Je le remerciai de son invitation et de la chaleur de son accueil. Il avait en effet tenu à nous proposer un plat bien algérien, et avait dit, en servant le café :

- Rien ne vaut un bon café bien chaud pour nous protéger contre le froid de la France.

Je le quittai, lui souhaitant plein succès, sans convenir d'un nouveau rendez-vous. Nous avons échangé nos points de vue, qui nous a permis de mesurer la différence dans notre perception de la situation de l'Algérie et des moyens d'agir.

Je fus de nouveau englouti par le métro, puis par les rues parisiennes. Je regardais ces énormes affiches publicitaires, ces murs froids et ces rues qui ravivaient en moi le sentiment d'exil. Dans ce pays, je n'avais ni parents, ni amis, ni fortune. Tout ce que me rappelait ce pays, c'était un combat dur, sanglant, la répression contre mon peuple, la pauvreté, le pillage de ses richesses, la négation de son identité.

J'étais de nouveau face à moi-même, et à cette réalité, aussi simple que cruelle : je n'avais d'autre alternative que de revenir en Algérie. Le souvenir de mes enfants s'imposait à moi. J'étais pris d'une envie folle de me retrouver auprès des miens, pour partager leur quotidien, rencontrer mes compagnons et discuter avec eux de ces idéaux qui nous avaient unis. Je décidai, à cet instant précis, de rentrer en Algérie. Peu m'importaient les conséquences. J'étais disposé à les affronter.

Je rentrai à l'hôtel. A peine avais-je franchi la porte de ma chambre que le téléphone se mit à sonner. On m'appelait d'Alger. Mon interlocuteur

était Mourad Krimi, originaire de Beni Haoua, près de Ténès. Il avait été capitaine de zone, puis député à l'assemblée constituante. Sa famille comptait dix sept chouhada.

Il n'y alla pas par quatre chemins :

- Les services de sécurité te recherchent. Ils poursuivent sans relâche tous ceux qui étaient mêlés aux événements du 17 décembre, me dit-il. Il me conseilla de ne pas rentrer en Algérie.

Je lui demandai qui était recherché, et quel sort avait été réservé aux autres. Je citai son nom, délibérément, parmi celui d'autres personnes dont je faisais semblant de demander des nouvelles. Il me répondit :

- Toi seul fais l'objet de recherches soutenues.

Je répliquai :

- Si la situation est telle que tu la présentes, alors, je rentre sur le champ à Alger, par le premier avion.

Je ramassai mes affaires, réglai ma note d'hôtel, et sortis rapidement, pour prendre le premier vol disponible vers l'Algérie. Mais le hasard a fait que les employés d'Air France soient en grève ce jour là. Je demandai à un ami, Mohamed Boudia, de me procurer un billet sur n'importe quelle autre compagnie aérienne. Il ne put l'obtenir, mais il me proposa de m'emmener en voiture à Genève, d'où je pourrais trouver un vol vers Alger. Pendant le trajet vers la Suisse, j'étais tiraillé entre l'envie de téléphoner à Blida, pour m'informer auprès de mes parents et amis, et l'idée de ne pas retourner en Algérie.

Arrivé à Genève, je fus surpris de ne trouver aucun vol en partance pour Alger. Par contre, il y avait un vol pour le Maroc prévu pour le lendemain. Je n'avais pas suffisamment d'argent pour les frais d'un séjour devant durer jusqu'au prochain vol d'un avion algérien.

Je descendis dans un hôtel modeste, fréquenté par les Africains et les personnes fauchées, comme je l'étais en ce moment. J'y passai une nuit difficile, et fus heureux de partir tôt le lendemain matin vers l'aéroport. J'accomplis les formalités douanières, et montai à bord de l'avion. Une nouvelle surprise m'attendait. L'hôtesse annonça que nous devions accomplir une escale à Madrid, où nous devions rester une journée entiè-

re, pour repartir le lendemain. Je fus soulagé en apprenant que les frais de séjour dans la capitale espagnole seraient à la charge de la compagnie aérienne. J'étais sans ressources.

Arrivé dans la capitale espagnole, j'allai flâner dans cette ville magnifique, découvrant ses habitants, ses monuments, son histoire. J'essayai de déceler des traces de la civilisation musulmane qui avait porté ce pays à son apogée, il y a plus de dix siècles, mais elle n'en avait pas gardé.

Je me laissai aller sans itinéraire précis, ni plan de visite. J'allais là où mes pas me guidaient. J'avais une journée à passer, je ne voulais pas me fixer de contrainte précise. Marcher, se laisser aller à l'instinct, flâner sans but précis, sans rien chercher. Moment de liberté, où les pensées s'envolent, traversent les frontières, rejoignent ceux qu'on aime, ceux qu'on admire, évoquent des moments ou des hommes dont le seul souvenir redonne un sens à la vie. Il y a dix ans que Si M'Hamed Bougara était mort. Que dirait-il de l'Algérie d'aujourd'hui ?

Je m'engageai dans une rue fortement animée. Au milieu de la foule, je bousculai quelqu'un. Je me retournai pour m'excuser et tombai nez à nez avec Krim Belkacem !

J'étais aussi surpris que lui. Il me demanda, soupçonneux :

- Que fais-tu ici ? Je t'ai laissé à Paris...
- Je suis en route pour Alger.

Je lui expliquai les raisons de ma présence à Madrid. Il m'écouta, et finit par se convaincre. Il me demanda alors de l'accompagner vers un grand hôtel de Madrid. Nous prîmes un café, et nous engageâmes dans une longue discussion. Je ne savais pas alors que ce café avec Krim allait me coûter dix années de prison.

Avant de le quitter, je lui demandai les raisons de sa présence à Madrid.

- J'attends le président tunisien Habib Bourguiba qui revient des Etats-Unis, dit-il. Nous avons convenu d'un rendez-vous à Madrid pour voir ce que nous pouvons faire ensemble pour le Maghreb, et évoquer d'autres questions qui nous intéressent. J'ai gardé une solide amitié avec le président Bourguiba, que je connais depuis longtemps. Il a beaucoup de sympathie pour notre organisation (le MDRA), qu'il considère comme un des leviers possibles pour l'unité du Maghreb.

J'étais gêné. Je ne pouvais lui répondre que, dans le climat de l'époque, cette rencontre allait encore jeter la suspicion sur son mouvement, déjà accusé d'extrémisme et de sectarisme berbériste. Bourguiba en serait évidemment le bénéficiaire, car il aurait une idée encore plus claire de l'Algérie, dont les relations avec la Tunisie étaient alors difficiles.

Je quittai Krim Belkacem. Depuis ce jour, je n'en entendis plus parler qu'en prison. C'est toujours en prison que j'appris son assassinat par les services secrets de Boumediène.

Le lendemain, je pris l'avion pour Casablanca. De là, je pris le bus pour Rabat, où je me rendis directement chez l'attaché militaire, Larbi Redjam, que je connaissais. Il avait été officier de l'ALN en Willaya II. Il me surprit en me disant qu'il n'était pas au courant de ma situation. Lui-même pensait qu'il avait été nommé à Rabat simplement pour être éloigné d'Algérie.

Je lui demandai d'informer les services de la sécurité militaire que je rentrais à Alger en passant par Oujda et Maghnia. Il refusa de le faire, par égard pour moi et pour notre combat commun. Il préférait rentrer à Alger et informer ses supérieurs de mon insistance à rentrer en Algérie. A mon tour, je rejetai sa proposition. J'allai jusqu'à le menacer de révéler notre entretien quand je serais rentré.

Je pris un bus pour Oujda, et, de là, rentra en Algérie. Pendant que traversais la frontière, je rencontrai Slimane Amirat, un des proches de Krim Belkacem. Les services de renseignements ont noté cette rencontre, et l'ont inscrite comme un nouvel élément d'un plan visant à renverser le pouvoir en place en Algérie.

Pour ma part, j'étais simplement heureux de rentrer chez moi, de retrouver les miens. Mais mon bonheur ne devait durer qu'un court moment.

## **LA PRISON**

Z'Biri a quitté l'Algérie, sain et sauf. Krim Belkacem est exilé en Europe, où il a créé un mouvement d'opposition. Ayant aidé l'un à sortir d'Algérie, et décliné l'invitation du second à rejoindre son mouvement, je

suis rentré chez moi. Je voulais reprendre ma vie normale auprès des miens. Mais les services de sécurité ne m'avaient pas oublié.

Je fus arrêté le 3 juillet 1967, rue Larbi Ben M'Hidi, au cœur d'Alger. Des policiers en civil m'ont encerclé et littéralement séquestré alors que je me rendais chez une de mes connaissances. Ils m'ont passé les menottes devant de nombreux témoins, et embarqué à bord d'une Peugeot 403 noire. Peu après, j'ai été emmené au commissariat du " Cavaignac ", à deux pas de la Grande Poste. J'y restai jusqu'aux alentours de minuit. Des hommes de faction se succédaient pour me surveiller. Ils entraient, me regardaient silencieusement, restaient un moment, puis repartaient sans dire un mot.

Je fus ensuite conduit ailleurs, dans une gigantesque bâtisse, où je fus jeté dans une cellule sombre, au sous-sol. J'appris plus tard que d'autres personnes, accusées d'appartenir au mouvement de Krim Belkacem, étaient détenues dans le même bâtiment.

Je fus détenu dans cette cellule pendant un mois, où je subis toutes sortes de tortures, physiques et psychologiques. J'ai été frappé par des tortionnaires qui utilisaient des bâtons ou me piétinaient pendant que j'étais maintenu allongé. J'ai subi la gégène, appliquée sur les parties les plus sensibles. Il n'était pas rare que je sois aspergé d'eau sale, dont on me balançait tout un seau sur le corps. La torture variait, selon le tortionnaire. Quand je me sentais défaillir, ou m'évanouissais, ils arrêtaient les sévices, pour reprendre aussitôt que je reprenais conscience.

Je ne pouvais soupçonner l'existence, dans nos services de sécurité, d'hommes aussi haineux, capables de tels actes. Ils poussaient leur horrible tâche jusqu'aux limites du possible. Ils devaient savoir qu'avec le temps, l'organisme s'habitue à la torture, car je commençais, moi-même, à m'habituer aussi bien sur le plan physique que psychologique. Je ne sentais presque plus la douleur. Une sorte de défi m'opposait à des tortionnaires. Ils n'arrivaient pas à me faire plier, pour m'amener à leur dire ce qu'ils voulaient. Et moi, de mon côté, je ne pouvais ni mourir ni me soumettre et passer outre mes principes.

L'affrontement gagnait en violence avec le temps, pour atteindre son paroxysme. Mais je leur répétais continuellement que tout ce que je savais,

les services de sécurité le connaissaient parfaitement. Ils continuèrent, misant sur le temps et la douleur pour me faire plier, espérant chaque jour que je m'écroule et les implore. Ce traitement se poursuivit jusqu'au 27 août 1968, date à laquelle je fus transféré, presque inanimé, à la prison de Sid El-Houari, à Oran.

Je ne pus changer de vêtements pendant trois mois de détention. On m'a même empêché de laver ceux que je portais. Et quand arrivait l'heure de m'emmener de ma cellule à Alger vers une autre cellule, à la prison de Sid El-Houari, à Oran, je fus menotté, et attaché avec d'autres prisonniers. Nous avions tous les yeux bandés. Nous fûmes jetés dans un camion sans aération, dont la seule odeur aurait pu nous étouffer. Nous avons fait plus de quatre cent kilomètres dans ce camion.

Je restai deux mois à la prison de Sid El-Houari, sans que ma famille et mes amis sachent où je me trouvais. Quand mes proches s'en inquiétaient auprès des services de sécurité, on leur répondait qu'eux aussi me recherchaient, et qu'il fallait les aider à me retrouver !

A Sid El-Houari, bien que j'aie les yeux toujours bandés, je compris qu'on me mettait dans les sous-sols. J'entendis de nombreuses portes s'ouvrir et se fermer, ainsi qu'un grand brouhaha. Je fus amené à descendre des escaliers abrupts pour aboutir au sous-sol. Je fus jeté, seul, dans une cellule.

C'était une prison terrible, sinistre. Le froid y était glacial en hiver. La saleté y était repoussante. Il fallait mener une guerre continue contre les moustiques. Les cellules étaient en fait des sortes de puits creusés le long des couloirs. Elles n'étaient pas suffisamment larges pour qu'on puisse s'y allonger. La mienne ne devait pas faire un mètre sur deux. S'y retrouver donne l'impression d'être avalé par la terre.

Mon plus grand ennemi, dans cette cellule, était le silence. Un silence lourd, pesant, terrifiant. Il donnait un sentiment de solitude absolue. Il était interrompu par de rares bruits tout aussi sinistres, le grincement d'une porte qui s'ouvre, la toux d'un détenu malade, le cri d'un détenu qui se laisse aller au désespoir.

Mon arrivée dans ce monde des ténèbres fut brutale. Mon geôlier m'enleva le bandeau que je portais depuis mon départ d'Alger, et, d'une

violente poussée de la crosse de son arme, me désigna ma destination. Je trébuchai, et m'étendis de tout mon long dans la cellule. Je n'avais pas vu la fosse. Il faisait sombre, et mes yeux n'étaient pas encore habitués à l'obscurité, ni d'ailleurs à la lumière, après ces longues heures durant lesquelles je portais une cagoule.

Je tâtonnai, essayant de découvrir ce nouveau monde dans lequel j'atterrissais. Je vis très une faible lueur. Elle provenait du bas de la porte de la cellule. Je devais me mettre à genoux pour arriver à sa hauteur, car la cellule était aménagée à un niveau inférieur d'un mètre environ de celui du couloir.

Il n'y avait pas d'aération. Je dus bientôt faire face à un autre problème : comment faire mes besoins ? Je tâtonnai, mais ne trouvai rien. Il n'y avait même pas la fenêtre aux traditionnels barreaux. Rien que l'obscurité. Pas une anfractuosité. Des murs en terre, fissurés, je le sentais au toucher, avec une odeur tenace. Un toit humide, et des moustiques. Un sol avec des pierres qui me forçaient à changer constamment de place, pour tenter de trouver, en vain, une position confortable. Je regrettais ma cellule d'Alger!

Je désespérais. Je ne voyais pas de solution en vue. J'étais condamné à combattre la mort et la démence dans cet environnement terrifiant. J'y restai trente jours et trente nuits. Je ne pouvais plus faire la différence entre le jour et la nuit, entre le réel et l'illusoire, entre la crainte de la mort dans des conditions dont mes proches ne seraient jamais au courant, et la peur de la démence. Je dépensais l'essentiel de mon énergie à tenter de garder ma lucidité, à conserver mes esprits. Je voyais jusqu'où la barbarie pouvait entraîner les hommes, et de quelle manière elle pouvait les amener à traiter leurs pairs.

Le 27 septembre 1968, à 19 H, la porte s'ouvrit enfin. Mon geôlier m'ordonna de ramper pour sortir. Je pus ramper, difficilement, agrippai le rebord de la cellule, et finis par sortir du trou. Je me retrouvai dans le couloir. J'étais face à un groupe de gardiens. En fait, il s'agissait d'hommes de la sécurité militaire, comme je l'appris plus tard.

Ils me firent sortir, pour m'embarquer dans une voiture et me ramener de nouveau à Alger. Avant de me remettre en prison, ils m'ont bandé



les yeux et m'ont fait longuement tourner dans les rues d'Alger, pour que je ne puisse situer l'endroit où on m'emmenait. J'avais envie de vomir, j'étais exténué, mais par dessus tout, j'avais faim et j'étais très affaibli.

La voiture s'est enfin arrêtée. J'étais presque soulagé de me retrouver en prison. Je fus de nouveau emmené vers une cellule. Le plus âgé d'entre mes geôliers me dit :

- Maintenant, tu es entre des mains sûres. Tu es à la sûreté nationale. Nous t'avons ramené à Alger pour terminer l'interrogatoire. Le premier était insuffisant.

Un nouveau round d'interrogatoires débuta alors. Des questions, toujours des questions, mille fois répétées, sous mille formes, jour et nuit, posées par un homme, puis un autre, et un troisième, puis c'est un tout un groupe à la fois qui s'acharne contre moi. Elles variaient, concernaient un sujet puis un autre, sans logique apparente. Elles n'étaient pas rattachées à une seule affaire, mais portaient sur des accusations multiples. J'étais convaincu que ces hommes étaient des déséquilibrés qui se réjouissaient de la souffrance des autres. Pas un seul sujet concernant ma vie, y compris dans ses aspects privés, n'a été épargné. Ils me demandaient des précisions, revenaient sur des détails infimes.

Je n'avais plus une conscience réelle de ce qu'ils me voulaient. J'étais exténué, j'avais faim et je tombais de sommeil. J'étais éprouvé par la torture et les humiliations qu'ils m'ont fait subir. J'étais convaincu que je mourrais entre leurs mains.

Ils regardaient les traces des blessures que j'avais subies pendant la guerre de libération quand, les poitrines nues, nous combattions ce que je pensais être l'ennemi de l'Algérie, le seul... Ils regardaient bien la cicatrice, sur ma peau, puis y éteignaient leurs cigarettes. Ils le faisaient d'un geste détaché, tout en parlant d'autre chose. L'un d'eux y appliquait un morceau de fer chauffé à blanc, et demandait avec ironie, à ses compagnons :

- S'agit-il d'une vraie blessure ou d'une morsure de chien ?

Son collègue prenait le relais :

- C'est bien une morsure de chien. Je vois la trace des crocs.

Le troisième ne pouvait être en reste et enchaînait :

- Le moudjahid pouvait-il réellement faire face aux mitrailleuses et à l'aviation française ? On va voir aujourd'hui s'il est vraiment aussi courageux. Et il enfonçait sauvagement ses ongles dans la blessure.

Quand mes geôliers se sont rendus compte que ces méthodes ne donnaient pas de résultat, ils en ont adopté d'autres. Ils me suspendaient au plafond par les poignets, à l'aide d'une chaîne, et me laissaient dans cette position pendant plusieurs heures, jusqu'à sentir que mes articulations étaient sur le point de rompre. L'un d'eux se mettait ensuite sur une chaise, au-dessous de moi. Je pouvais alors laisser mon poids reposer sur ses épaules. Je ressentais un énorme soulagement, qui ne durait cependant que quelques secondes. Car l'homme se retirait brutalement. Tout le poids de mon corps était attiré le vide, pour être retenu par les chaînes que qui me retenaient, suspendu. Les souffrances aux poignets et aux bras étaient atroces.

Mes tortionnaires s'amusaient. Ils avaient établi une sorte de compétition pour voir qui d'entre eux serait le plus inventif sur les moyens de me torturer. Tout au long des séances de torture, ils ne cessaient de me frapper de leurs matraques recouvertes de caoutchouc. La plupart des coups étaient destinés aux parties les plus sensibles. Je n'avais plus de force pour protester, ni pour crier. Je m'évanouissais régulièrement, mais ils me réveillaient en m'aspergeant d'eau.

Plus le temps passait, plus ils se montraient cruels. Je ne savais ce qui suscitait le plus leur colère : est-ce le fait que refusais de parler, ou que je refuse de les supplier ? Ma seule requête, c'était de demander de l'eau. Dans tout ce que je subissais, il me semblait qu'une gorgée d'eau, une seule, pouvait soulager toutes mes douleurs. Je n'avais jamais imaginé que la douleur provoquée par la soif puisse être plus forte que tout le reste. Mais mes tortionnaires étaient des professionnels. Eux savaient. Ils opposaient un refus systématique à ma demande. Par contre, ils me plongeaient souvent la tête dans de l'eau sale, que je buvais jusqu'à ce que mon ventre gonfle. Alors, ils m'allongeaient sur le dos et l'un d'eux me marchait sur le ventre, jusqu'à ce que l'eau se mette à couler de ma bouche, de mon nez, de mes oreilles et d'autres orifices naturels.

J'ai été soumis à cette torture pendant un mois, après mon retour de la prison d'Oran. Je ne dis pas un mot de plus que ce que j'avais déclaré lors des premiers interrogatoires. Pour une raison simple : je n'avais rien à dire. Finalement, ils se lassèrent, et me ramenèrent en prison. Je fus embarqué dans un camion, qui tourna longtemps dans les rues d'Alger, pour me donner l'impression qu'on m'éloignait de la capitale. Je fus ensuite ramené à la même prison que j'avais déjà connue avant celle d'Oran. J'avais les yeux bandés, mais je me repérai grâce à la forme des marches que je descendis et aux différents bruits de portes que j'entendais. J'en fus convaincu car peu après mon arrivée, j'entendis un muezzin dont je reconnaissais la voix. Son appel, " Allah Akbar ", m'a fortement remonté le moral. Dieu était avec moi.

Je fus rapidement mis en présence d'un officier de la sécurité militaire. J'étais pieds et poings liés, enchaîné à une chaise. L'homme me faisait face.

- Nous avons examiné ton dossier, dit-il. Tu es un homme propre. Il n'y a pas l'ombre d'un doute. Mais les enquêteurs de la police t'ont beaucoup chargé, après que tu aies reconnu des actes graves, peut-être sous l'effet de la torture. Nous, à la sécurité militaire, nous souhaitons que ton interrogatoire soit concis, précis et définitif, qu'on puisse savoir exactement ce qu'il en est.

- Je vous laisse avec votre conscience, répondis-je aussitôt. Je vous ai dit, à vous et aux policiers, ce que je savais des événements du 11 décembre 1967. Je n'ai rien à ajouter. Peu importe pour moi de savoir quel est le service responsable de ma torture. Ce que j'ai fait, je l'ai fait par conviction, de ma propre volonté. Si vous voulez vous-mêmes ajouter quelque chose à mes déclarations, libre à vous. Je suis votre prisonnier.

- Je veux entendre une seule chose, dit-il calmement. Des informations nous sont parvenues selon lesquelles tu as planifié l'assassinat du président Boumediene.

Je ne pus me retenir. J'éclatai d'un rire nerveux. Malgré la douleur, et la situation désespérée dans laquelle je me trouvais, je ne pus me contrôler. Je voyais parfaitement leur démarche. Il se préparait à m'envoyer de nouveau à la torture, pour me contraindre à avouer un acte aussi grave.

L'entretien fut bref. Il ne donna aucun résultat. Je n'avais rien à dire. Je fus donc de nouveau ramené à Oran. C'était le 27 octobre 1968. Le départ

eut lieu à quatre heures du matin. Arrivé en fin de matinée, je fus de nouveau jeté dans une autre cellule, où je ne vis pas de lumière pendant trois jours, à l'exception des courts moments durant lesquels le geôlier ouvrait la porte pour glisser un sombre plat de lentilles et un morceau de pain datant de plusieurs jours.

Je n'y restai pas longtemps. Nouveau transfert. Il commença, cette fois encore, par un bruit de clés, puis une voix, celle du geôlier, m'appelant à prendre mes affaires et à sortir. Quelles affaires pouvais-je posséder ? Un seau, pour faire mes besoins, une vieille couverture et une natte.

- Tu as bénéficié d'une amnistie, me dit-il. Le procureur t'attend.
- A quelle occasion cette amnistie a été décidée ? demandai-je.
- Ne sais-tu pas qu'on est à la veille du 1er novembre ? répondit-il, sur un ton qui n'appelait pas de réplique, ni n'admettait de nouvelles questions.

Je quittai ma cellule et m'engageai dans le couloir, mes poignets rattachés à mes pieds par une chaîne. Je marchais au milieu de deux rangées de gardiens, dans un climat fiévreux, avec de nombreux détenus attendant leur libération. Nous entendîmes des youyous et des coups de feu dehors, des parents qui fêtaient l'événement.

Un gardien s'approcha de moi. Il me scrutait attentivement. Il fit plusieurs tours autour de moi, me regardant comme on détaille une bête, au marché, avant de se décider à l'acheter. Il me fit descendre un escalier en pierre, pour aboutir à un couloir. J'y étais à peine arrivé qu'un autre gardien me poussait vers une porte métallique. Un troisième me donna un violent coup de pied, et je me retrouvai à l'intérieur d'une cellule où je faillis perdre mon équilibre. Un froid glacial y régnait.

Je fis connaissance avec la cellule qu'on m'offrait en cadeau à la veille de l'anniversaire du 1er novembre. En fait, il s'agissait d'un petit espace aménagé à côté d'une fosse sceptique. La pièce était un peu plus spacieuse que mon ancienne cellule. Sous la porte, je pouvais voir les chaussures des gardiens quand ils passaient devant ma cellule. Mais au centre, la fosse dégageait une odeur insupportable. J'étais exténué, affaibli. J'avais maigri, et mes anciennes blessures me faisaient souffrir. Mais comment dormir ? Et où mettre ma tête ? Du côté de la porte, qui laissait passer un froid glacial, ou du côté de la fosse avec son odeur pestilentielle ?

J'avais un compagnon. Un rat. Comme si ma présence le dérangeait, il se présenta peu après mon arrivée, me regardant bien en face. Je voulus le chasser en le menaçant avec le seau, mais j'avais peur de faire tomber cet unique ustensile dans la fosse sceptique. J'utilisai finalement ma abaya pour faire semblant de le menacer. Il s'enfuit, plongeant dans la fosse.

Je pensais m'en être débarrassé, mais je me trompais. Il revint peu après, accompagné de plusieurs autres rats, de tailles différentes. J'avais droit à la visite de toute la famille. Je me mis légèrement en retrait, pour es surveiller. Nous observions une sorte de trêve.

Mon esprit était cependant ailleurs. Nous étions à la veille du 1er novembre. Je me rappelais des moments qui m'étaient chers. Mon village, quand j'étais gamin, lorsque nous allions pêcher dans l'oued. Ou dans la forêt, quand nous allions chasser des oiseaux. Puis la guerre de libération, quand, avec les miens, nous menions le grand combat contre le colonisateur pour libérer notre terre sacrée ; la fraternité et le sens du sacrifice qui avaient marqué cette époque.

Après cette épopée, je me retrouvais prisonnier dans un sous-sol, à côté d'une fosse sceptique, assiégé par les rats, à la veille du 1er novembre. Est-ce là le destin de ceux qui ont aimé leur pays ? J'avais envie de pleurer devant toutes ces injustices, cette persécution, qui me ramenait à une existence quasi-bestiale.

Mais je devais aussi faire face. Je me mis à cultiver le souvenir. J'appris progressivement, dans la douleur, à développer une sorte de mémoire sélective. Je revivais les grands moments d'émotion, je forçais mes pensées à aller vers ce qui était fort, puissant, dans cette épopée qui fut la nôtre. Le bonheur absolu de savoir qu'on vit pour défendre sa liberté ; la terrible douleur d'apprendre qu'on a perdu un frère, un ami, un compagnon ; les larmes d'impuissance quand on voit l'un d'eux tomber, à un mètre, en sachant qu'il a eu droit à la récompense suprême, la chahada. Mais d'autres pensées réussissaient à revenir, faisaient une intrusion, et finissaient par s'imposer, car ce sont les images du présent ; des images de ces moments de déchéance, quand des hommes, ayant pris le pouvoir de manière illégitime, en abusent au profit de dictateurs sans scrupules.

Pendant que ces pensées contradictoires se bousculaient dans mon esprit, j'entendis des légers coups répétés, tout proches. Je crus que les

rats grignotaient quelque chose, ou tentaient de creuser un trou dans le mur. Je compris ensuite que le détenu de la colline voisine voulait me parler. Il attendait que je lui réponde. Je craignais cependant que ce ne soit un piège. Je m'abstins de répondre à ses appels.

Mais il ne s'est pas découragé. Quel drame vivait-il, lui aussi ? Comme moi, il devait avoir un besoin terrible de parler, de communiquer, de se confesser. De trouver un mot de réconfort, d'encouragement. La prudence lui dictait d'éviter tout contact avec les autres détenus. Le châtimement risquait d'être terrible. Mais il avait visiblement dépassé le stade de la peur. Il finit par m'appeler. Il me semblait que sa voix me parvenait du bout du monde.

- Je suis un détenu comme toi. Ecoute ce que je vais te dire, clama-t-il.

Je gardai le silence. Son audace avait accentué mes doutes. J'étais de plus en plus convaincu que c'était un piège. Mais l'homme continuait à frapper à coups réguliers, tout en m'appelant. Je finis par lui demander qui il était, où il se trouvait, et ce qu'il voulait.

- Je suis détenu comme toi, dit-il. Approche-toi.

Je m'approchai du mur. Il reprit :

- Je les ai entendus ouvrir les portes de la cellule et la refermer sur toi tard dans la nuit. J'ai compris qu'ils amenaient un prisonnier. D'où viens-tu ?

- Pourquoi ?

- Je voudrais savoir d'où tu viens pour te demander des nouvelles de certains de mes amis dont j'ignore le sort, dit-il.

Je le devançai :

- Depuis quand tu es ici ?

- Depuis un mois.

Je mis ses paroles en doute. J'étais de nouveau convaincu que c'était l'un des gardiens qui me tendait un piège. Ou un homme de la sécurité militaire enfermé à côté de moi à cet effet. J'excluais qu'un homme puisse tenir un mois dans ces conditions. J'étais décidé à connaître ses intentions, au moins pour voir clair. Je lui demandai de me décrire sa cellule, et ce qu'elle contenait.

- J'étais dans ta cellule, où je suis resté plusieurs jours. Ensuite, ils m'ont transféré dans ma cellule actuelle. Elle est meilleure, et moins dangereuse. Suis mes conseils. N'attaque pas les rats. Ne les tue, ils n'en seront que plus nombreux quand ils reviendront. La bouche d'égout qui est dans ta cellule se déverse dans la collecte principale de la ville. Tout ce que tu peux faire, c'est disposer des petits morceaux de pain au bord de la bouche d'égout. Les rats s'en contenteront et te laisseront tranquille.

Pendant que mon voisin me révélait ces plans de bataille contre les rats, je me rappelai le roman d'Albert Camus, *La Peste*. Je remerciai mon interlocuteur. Je devais apprendre, plus tard, qu'il faisait partie du mouvement de Krim Belkacem. J'appris donc à combattre les rats, ou plutôt à éviter de les combattre, pour me contenter de les éviter, et d'accepter de cohabiter avec eux. Puis, me vint également à l'esprit l'histoire d'Abou Firas El-Hamadani, ce grand chevalier, détenu par les romains, qui avait une tourterelle pour seule voisine. Il lui chantait :

Que dire avec une tourterelle comme voisine,  
Chère voisine, sais-tu ce que j'endure ?  
Chère voisine, la vie ne nous a pas gâtés,  
Viens partager mes soucis, viens.

Mais mes compagnons à moi sont des rats et des geôliers. Il n'y avait ni Romains ni tourterelle. J'enviais Abou Firas. J'en voulais à ce destin, à l'Histoire, qui me donnait des concitoyens si cruels, et des compagnons si peu agréables. J'étais contraint de partager ma nourriture avec les rats. Pendant cette période de détention, je pris l'habitude de respecter scrupuleusement les conseils de mon voisin. Je disposais un peu de pain sec au bord de la fosse sceptique, attendant que les rats viennent déjeuner. Je mangeais ensuite le plat, avec un vague goût de lentilles, qu'on me servait invariablement. Je respectais ma part du pacte avec les rats, et ils ne me dérangaient pas trop. J'avais besoin de compagnie dans ces moments difficiles. Je me surpris à trouver du réconfort à leur présence. Une fois dépassé le dégoût qu'ils suscitent, ils étaient les seuls êtres vivants que je côtoyais.

Je décidai, un jour, de voir de quoi se composait le plat qu'on m'offrait. Je le versai dans le seau me servant à faire mes besoins. Je sacrifiais ainsi

un repas, rien que pour savoir. Je comptai exactement dix sept lentilles, navigant dans un demi-litre d'eau. C'était ma ration alimentaire.

Après la commémoration de l'anniversaire du 1er novembre, je fus déplacé vers une autre cellule. J'abandonnai le précieux seau. J'étais content de m'en débarrasser, mais il m'avait été très utile. En plus de différents autres usages hygiéniques, si on peut parler d'hygiène quand on est acculé à vivre près d'une fosse sceptique, je l'utilisais, le soir, pour y mettre les pieds. J'avais peur que les rats ne m'attaquent, profitant de mon sommeil.

J'étais convaincu que j'avais atteint le fond, et que je ne pourrais que remonter. Mais le destin m'emmenait sur une autre piste, cruelle. Je fus transféré vers une cellule où avait été détenu mon compagnon d'armes et ami, Mohamed Chaabani, quelques jours avant son assassinat. Il avait gravé son nom sur le mur de la cellule, dans une pratique à laquelle aucun prisonnier au monde ne peut échapper.

Un autre personnage y avait séjourné. C'est le " Barbu ", un ressortissant yougoslave arrêté par les autorités françaises après avoir acheminé clandestinement des armes en faveur des maquis de l'ALN à bord de l'Athos, en 1956. Avant de mourir, il avait, lui aussi, gravé son nom, sa date de naissance et son pays sur le mur de la cellule. Il avait creusé le mur avec ses ongles. Depuis, cette cellule était devenue " la cellule du Barbu ".

Dans les jours qui suivirent, je peu enfin rencontrer des hommes. Des êtres humains, ou ce qui en restait. Certains faisaient partie de l'organisation de Krim Belkacem, d'autres étaient liés au soulèvement de Tahar Z'Biri. D'autres, enfin, avaient été des officiers de l'ANP. Mais le régime, avec sa vision étroite du nationalisme, avait mis en doute leur nationalité, les considérant comme marocains, et travaillant donc pour les services spéciaux de Rabat. Certains avaient été rapatriés de l'étranger, notamment d'Egypte, où ils avaient été envoyés en formation par l'armée. Ces officiers nés au Maroc, ou dont l'un des parents était marocain, avaient pourtant été de brillants soldats ou officiers de l'ALN. Beaucoup sont tombés en martyrs, et les autres se retrouvaient suspects et emprisonnés.

Ils auraient pu constituer une base pour renforcer la solidarité entre les pays du Maghreb, et raffermir cette fraternité dans le combat qui avait



émergé pendant la guerre de libération. Ils sont devenus des détenus, suspectés de trahison, rejetés par leur propre pays parce soupçonnés de travailler pour le voisin, le frère ! Simple illustration de la dérive monstrueuse que prenaient les régimes en place dans les pays du Maghreb.

Ces hommes ne constituaient qu'une infime partie du drame que recevait la prison d'Oran, devenue un des centres où étaient punis, humiliés, détruits les révolutionnaires. J'ai vu des compagnons mourir de faim, tomber sous la torture ou emportés par la maladie. D'autres ont perdu la raison. D'autres encore ont attrapé la tuberculose, ou ont perdu la vue. A ma connaissance, personne n'est sorti totalement indemne de cette prison, que nous appelions " le sous-marin ". On l'appelait ainsi car bien que construite sur un monticule relativement élevé, ses cellules avaient été aménagées dans les sous-sols, que nous atteignions avec toutes les peines du monde. Je n'ai pas vu la lumière pendant une année. Je n'ai pas aperçu le soleil ni la lune pendant toute cette période, et je n'ai pas entendu le cri d'un oiseau ou d'un animal, à l'exception des rats et des aboiements de chiens qui nous menaçaient parfois devant les portes des cellules.

Les visites familiales étaient totalement interdites. Mon épouse et mes enfants sont venus à plusieurs reprises jusqu'à la prison, à Oran, dans des conditions pénibles, mais ils ont été systématiquement empêchés de me voir. Une vieille oranaise, Mme Behiri, les a aperçus une fois, au cours de l'un de ces voyages. Elle fut prise de pitié devant le spectacle de ces enfants, assis à côté de leur mère devant la porte de la prison, attendant vainement une autorisation pour voir leur père. Elle s'approcha d'eux, fit connaissance avec ma femme et de mes enfants, et les invita chez eux. Elle leur offrit l'hospitalité. Elle est devenue une amie de toute ma famille.

### **Une drôle de justice**

J'ai passé près d'une année dans l'obscurité la plus totale. Je ne quittais une cellule que pour me rendre dans une autre cellule. Je ne reçus aucune visite. Personne ne m'a appelé par mon nom pendant toute cette période. J'avais perdu tout contact avec l'humanité, à l'exception des gardiens de la prison, si on peut encore parler d'humanité en ce qui les concerne. J'apercevais parfois leur tenue sombre. La notion de lumière perdait son

sens. On m'interdisait de lire et d'écrire. Je fus empêché de me changer pendant quatre mois. Mes vêtements partaient en lambeaux, et tout mon corps en souffrait. Mon état physique se dégradait, du fait des privations et de la torture.

Je fus maintenu dans ces conditions inhumaines jusqu'en juillet 1969. Alors que j'avais perdu toute notion de temps et de calendrier, un gardien est venu, un jour, ouvrir la porte de ma cellule. Il me fit sortir dans le couloir. Je redécouvrais la lumière. J'étais aveuglé. Je ne pus la supporter. Je m'évanouis. J'avais un handicap visuel, que je n'ai jamais réussi à soigner. Moi non plus, je ne sortirais pas indemne du " sous-marin ", si jamais je devais en sortir vivant.

Je fus emmené par des éléments des services de sécurité vers le tribunal militaire d'Oran, appelé " cour révolutionnaire ". J'y croisai, pour la première fois, le regard de certains des accusés qui, comme moi, avaient séjourné en prison pour les mêmes accusations. C'était un moment pénible, mais émouvant. Je pus lire des regrets, des reproches dans ces regards, mais aussi beaucoup de respect partagé. Il y avait notamment Ali Mellah, Layachi Amirat, Maammar Kara, ainsi que d'autres, des officiers, des chefs de bataillons, des chefs d'unités, des militants.

J'étais surpris par la composition hétéroclite de la cour. Elle comprenait des officiers, des anciens de l'ALN, mais aussi d'autres, qui provenaient des promotions Lacoste, ces hommes formés par l'ancien gouverneur d'Algérie pour prendre le relais du colonisateur. Je me demandais comment ils pouvaient cohabiter. Mais je me rendais aussi compte à quel point Boumediene avait réussi à écraser tous ces hommes, pour les mettre à son service.

Certains membres de la cour portaient la robe traditionnelle des magistrats, mais d'autres étaient venus en tenue d'officier, arborant grades et décorations. Je constatai que quelques uns avaient accédé au grade de colonel pendant ma détention. C'était la première promotion de colonels depuis l'indépendance.

La salle du tribunal fut envahie par un public nombreux, composé de proches des accusés et de curieux venus assister à la condamnation de ceux que la presse avait présentés comme de dangereux criminels. Un cli-

mat particulier régnait alors. Le pouvoir avait réussi à créer des conditions favorables pour organiser le procès selon sa volonté. Nous fûmes présentés comme des criminels aussi dangereux que des nazis. Une grande campagne avait été orchestrée autour du procès, jusqu'à convaincre l'opinion publique que nous étions le Mal.

Dans l'enceinte du tribunal, le climat était particulièrement tendu. La cour était présidée par Mohamed Benahmed Abdelghani, colonel, futur ministre de l'intérieur, futur chef du gouvernement, le chef d'une équipe de fossoyeurs venus enterrer des victimes déjà détruites par la prison et les sévices. Il était secondé par Ahmed Draïa, futur patron de la police et futur ministre, et Mohamed Touati, futur idéologue du régime.

En pleine séance du tribunal, sont arrivés les responsables de la sécurité militaire. A leur tête, le colonel Kasdi Merbah, patron de la SM, futur ministre, chef du gouvernement, accompagné de Yazid Zerhouni, un de ses adjoints, futur ministre de l'intérieur. Ils s'installèrent sur des sièges au premier rang. Ils avaient des cartables, dont ils tiraient des dossiers, des documents par paquets, qu'ils mirent bien en évidence, face aux magistrats. Ils voulaient visiblement les impressionner, pour les pousser à prononcer les condamnations les plus sévères.

C'était un jeu très curieux. La plupart des membres de la cour étaient considérés comme suspects dans la tentative de coup d'état de Tahar Z'Biri, y compris le président de la cour, Abdelghani. Un des détenus l'a d'ailleurs publiquement accusé d'avoir participé aux préparatifs du putsch. Cet homme aurait donc pu se retrouver parmi les accusés. Il était leur juge. La simple présence de Kasdi Merbah et Yazid Zerhouni lui rappelait la précarité de sa situation. Il devait donc se montrer d'autant plus zélé, pour prouver à Boumediene sa fidélité. Et le seul moyen de prouver sa loyauté devait l'amener à nous enfoncer.

La dérive a commencé aussitôt après l'ouverture de ce procès marathon. Il était clair qu'il ne serait guère question de justice. Les accusations les plus absurdes s'alignaient contre nous, alors que le vocabulaire utilisé n'avait aucun rapport avec la justice. On entendait beaucoup plus des mots comme " impérialisme ", " réaction ", " sionisme ", que ceux supposés être utilisés traditionnellement dans les tribunaux. On ne parlait pas

de loi, d'article, de procédure, de code pénal, de preuves, mais de contre-révolution, de suppôts de l'étranger et de déstabilisation. Nous sommes rapidement devenus des agents de l'impérialisme et de la réaction, comme si ces grands mots venaient de trouver la preuve de leur existence en Algérie. La loi, principal fondement des sociétés civilisées, était totalement bafouée.

Le président de la cour a lu un long discours, rédigé par des officiers de la sécurité militaire. Il lisait difficilement, il ânonnait, sans même saisir le sens de ce qu'il disait. Il nous a ensuite appelé à la barre les uns après les autres. Certains ne pouvaient se tenir debout, conséquence de la torture et des sévices subis pendant le long séjour en prison. Personne ne nous a demandé les circonstances de notre arrestation, ni où nous trouvions depuis cette date. Torture, méthodes particulières d'interrogatoire, détention dans les cachots, tout ceci fut occulté.

Quand est arrivé mon tour, je me suis levé, face au président de la cour, Abdelghani. Il a cité les charges retenues contre moi. après une courte pause, il m'a posé une première question :

- Quelle a été ta participation à la guerre de libération ?

- Je souhaiterais être dispensé de répondre à cette question dans les conditions actuelles, répondis-je aussitôt, car le passé ne jouit plus d'aucune considération. Comment allez-vous tenir compte de mon passé militant alors que je suis accusé d'être un agent de l'impérialisme, de la réaction et du sionisme ? Je ne pense pas que mon djihad puisse avoir la moindre crédibilité face à l'ampleur de ces accusations...

Il me coupa sèchement :

- La cour veut, à travers cette question, confirmer que tu es un spécialiste de l'agitation. Tu es le grand opposant, ajouta-t-il ironiquement. Nous savons que tu es un homme qui a participé à de multiples révolutions. Tu sais ce que je veux dire, comme nous savons à propos de quelles révolutions nous allons t'interroger.

Je voyais où il voulait m'entraîner. Je décidai donc de répondre calmement à toutes ses questions. Mais l'atmosphère changea très rapidement, quand il m'accusa d'avoir organisé un projet d'attentat contre Houari Boumediene. Je ne pus me contenir :

- Personne, parmi ceux qui me connaissent, ne pourra croire que je suis homme à tremper dans un assassinat. L'assassinat ne fait pas partie de mes principes, et ma morale révolutionnaire le rejette. Quand j'ai vu que la méthode de gouvernement de Houari Boumediene menait le pays à la dérive, je l'ai combattu par les armes, puis au sein du FFS, et enfin après le soulèvement du 11 décembre. Je remercie Dieu d'avoir réussi à sauver Tahar Z'Biri. Tout mon combat contre Boumediene a été public. Je l'ai mené de ma seule volonté. Quant à l'assassinat, à l'organisation d'attentats et de manière générale, tout ce qui vise à frapper un homme dans le dos, tout ceci ne fait pas partie de ma morale, ni de mes méthodes d'action. Vous le savez très bien.

Abdelghani m'a interrompu :

- Ne dis pas " Boumediene ". Il faut dire : " Monsieur le Président ".
- J'ai pris l'habitude de l'appeler Boumediene. Si vous voulez que j'utilise une formule plus respectueuse devant vous, cela ne me fera aucun mal.

Tout en fouillant dans le dossier, contenant des centaines de pages, il reprit :

- Ce que tu as dit à l'instruction n'est pas conforme à la réalité. Le tribunal ne fait pas confiance à tes déclarations.

Le président de la cour parlait en français, aussi bien lorsqu'il s'adressait à moi que quand il parlait à ses assistants. Il n'a pas prononcé un mot en arabe.

Je décidai de prendre l'initiative :

- Si je dois répondre à d'autres questions pour permettre d'établir la vérité, je suis prêt.

Il sortit alors une lettre. Il l'étala devant lui, et commença à en lire des extraits :

- Tu as rencontré Krim Belkacem. Vous avez eu de longues discussions sur l'avenir de son organisation. Après une pause, il ajouta :
- N'essaie pas de nier. L'auteur de la lettre est un témoin oculaire.

Il cita le nom de l'auteur : le commandant Azzeddine. C'est l'un des deux hommes qui avaient assisté à ma rencontre avec Krim Belkacem.

Parmi ceux que j'avais vus, c'est lui qui se montrait le plus enthousiaste pour pousser Krim à agir contre Houari Boumediene.

Je ne fus pas surpris d'entendre ce nom. Je le connaissais bien. Je connaissais son aptitude à la trahison et son opportunisme. C'est lui qui avait longuement pleuré Si Lakhdhar, dans l'espoir de le remplacer au sein du Conseil de la Wilaya IV. Il avait fini par y arriver. Il avait saisi toutes les opportunités pour servir les puissants du moment, là où il s'est trouvé. Mon opinion sur sa moralité et sur le sens de ses engagements se trouvait confirmée.

- Si je dois être jugé par cette cour, je refuse d'être jugé par correspondance, dis-je à mon tour. Je ne pense pas qu'il y ait un seul tribunal au monde qui fonctionne de cette manière. Si vous tenez absolument à présenter cette lettre comme preuve contre moi, pourquoi ne pas évoquer mes contacts avec l'ambassade d'Algérie à Rabat ? Pourquoi refuser d'en tenir compte, alors qu'ils peuvent constituer des preuves à décharge et influencer sur votre jugement ? J'aurais pu rester à l'étranger, mais mon innocence m'a poussé à rentrer dans mon pays et affronter le régime selon d'autres règles. Et puis, s'il faut absolument avoir recours à ce genre de témoignages, pourquoi ne pas ramener le témoin lui-même ? Je suis convaincu qu'il est ici même, à Oran. Peut-être même est-il devant la porte du tribunal, ou dans une pièce à côté...

Le procureur, Ahmed Draïa, a demandé une suspension de séance. Je n'avais pas eu le temps de m'asseoir que trois personnes me menottaient et m'emmenaient hors de la salle. J'étais assailli par le doute. Ne seraient-ils pas tentés de m'exécuter sur le champ ? J'en étais là de mes pensées quand surgit devant moi le procureur, Ahmed Draïa, en compagnie d'un officier, Hassan Merabet. Sur un ton qui m'a surpris, car dépourvu de haine, il m'a demandé :

- Qu'est-ce que tu entendais par cette " justice par correspondance" ?
- Une cour révolutionnaire ne peut tenir compte d'une lettre portant d'aussi graves accusations, répondis-je. Qu'est-ce qui vous prouve qu'elle est authentique ? Vous risquez de prononcer une condamnation à mort sur la base d'un document suspect. Il serait plus juste de convoquer l'auteur de la lettre.

Il ordonna aux gardiens de me ramener dans la salle du tribunal. Je fus invité à me lever pour entendre le verdict prononcé contre moi, après trois jours de procès. La peine était de trente années de prison ferme. J'étais condamné à vingt années de prison pour avoir participé à la rébellion de Tahar Z'Biri du 11 décembre 1967, et à dix années de détention pour avoir fait partie de l'organisation de Krim Belkacem. La peine prononcée était plus lourde que ce que le procureur avait requis !

### **La prison, pas la soumission**

Je n'étais pas surpris par la sentence. Je m'attendais au pire. Nous vivions sous une junte militaire, qui n'avait aucun respect pour les libertés et les Droits de l'Homme. Au fond de moi, je n'en attendais guère mieux. J'étais même un peu soulagé que ce chapitre prenne fin. Je n'oubliais pas les tortionnaires et les geôliers, avec leurs matraques et leur gégène, ainsi que ses rats, ses poux, ses puces, et, par dessus tout, l'enfer de l'isolement.

Ma famille et mes amis furent plus frappés que moi par la dureté de la peine. Ils étaient terrifiés. Une consolation, tout de même : mes enfants étaient encore trop jeunes, et ne mesuraient pas la signification de ce qui m'arrivait.

Nous fûmes emmenés hors de la salle du tribunal, pour être transférés en prison. Le jour même, vers minuit, les geôliers nous ordonnèrent de nous regrouper dans une salle. En présence de nombreux policiers et hommes de la sécurité militaire, le directeur de la prison demanda à haute voix aux hommes impliqués dans le soulèvement de Tahar Z'Biri d'écrire une lettre au président du conseil de la révolution Houari Boumediene pour solliciter une mesure de grâce.

Tous les détenus acceptèrent cette proposition. Ils se dispersèrent, cherchant qui un stylo, qui du papier, chacun essayant de trouver la belle formule qui toucherait la sensibilité de Boumediene. Plusieurs d'entre eux durent déchirer la lettre, pour la réécrire, puis la déchirer une seconde fois, ne la trouvant pas assez expressive ni assez touchante pour émouvoir le chef de l'état.

Je refusai de me plier à cette démarche humiliante. J'ai été arrêté, mis au secret, affreusement torturé, injustement condamné à l'issue d'une parodie de procès. Et maintenant, on me proposait une suprême humiliation, celle de demander au responsable de tous mes malheurs d'avoir pitié de moi !

J'informai mes compagnons de malheur que je refusais d'écrire un seul mot à Boumediene pour demander son pardon. Ils me regardèrent, surpris et apitoyés. Ils me demandèrent de ne pas être trop " extrémiste ". Certains murmuraient, entre eux, que je n'y croyais pas, ou que je n'avais plus toute ma tête. Le directeur de la prison me supplia. Il évoqua mes enfants, me demandant de le faire pour eux. Il se proposa pour rédiger lui-même ma demande de grâce. Je n'aurais qu'à la signer. Je rejetai son offre.

Mes co-détenus s'apitoyaient sur mon sort. Mais en fait, c'est moi qui avais pitié d'eux. J'en arrivais presque à les mépriser. La vie ne leur avait décidément pas appris grand chose. Ils n'avaient pas compris la nature de ce système. Ils acceptaient d'être reconnaissants envers leur propre bourreau. Il était, certes, difficile de les condamner, mais je refusais une liberté à n'importe quel prix. En rejoignant l'ALN, j'avais accepté l'idée de mourir pour la liberté. Mais je la refusais si le prix en était l'humiliation.

Tout le monde s'y mettait, essayant de me convaincre de revenir sur ma décision. J'en avais assez de ces sollicitations. Pour y mettre fin, je m'adressai au directeur de la prison :

- S'il faut absolument que je sollicite une mesure de grâce, je demande qu'au préalable, nous soyons transférés dans une autre prison, avec les truands et bandits de grand chemin. Ce sera beaucoup mieux pour nous.

Personne ne saisit la portée de ma déclaration. Tout le monde était occupé à chercher son propre salut, attendant une nouvelle journée qui signifierait peut-être la liberté. Mais quelle liberté ? Je refusais celle à laquelle on accède en demandant pardon à son tortionnaire. Le poids de la soumission me paraissait plus dur à supporter que la prison, malgré ce que j'avais enduré.

Face à mon attitude intransigeante, le président du tribunal qui m'avait condamné à trente ans de prison, Mohamed Benahmed Abdelghani, a



demandé, à son tour, à me rencontrer en tête-à-tête. Il avait déjà rencontré les autres détenus, après avoir reçu leurs demandes de grâce. Je fus introduit auprès de lui. Sa promotion était encore récente, et il montrait le zèle nécessaire pour la justifier. Il avait une allure soignée, et portait des lunettes à monture dorée.

Le face à face ne manquait pas de piment. La sentence qu'il avait prononcée constituait une barrière définitive entre nous.

- Pourquoi n'as-tu pas fait une demande de grâce comme tes compagnons ? me demanda-t-il

- Pour une raison simple, répondis-je. Le tribunal qui m'a condamné à trente ans de prison peut tout aussi bien prononcer mon acquittement. Pourquoi une demande de grâce, alors que la sentence avait été décidée avant même l'ouverture du procès ?

Il hésita un moment, puis reprit :

- Ne désespère pas, dit-il. La sentence prononcée constitue une condamnation de principe. Elle n'est pas définitive. A la première fête nationale, tu seras transféré vers une prison à Alger, pour être près de tiens. On attendra un peu, et tu seras ensuite libéré.

Comme s'il parlait pour lui-même, il poursuivit :

- Quelle confiance peut-on accorder à cette vie ? Et qui sait ? Un jour viendra peut-être où je serai le détenu, et toi, tu seras alors un homme libre, en face de moi. C'est la vie !

Il s'arrêta, comme s'il attendait une réponse de ma part. Je gardai le silence. Je ne voulais pas m'engager avec lui dans une discussion qui m'amènerait à lui révéler le fond de ma pensée. C'est lui qui devait se sentir tourmenté. Peut-être sentait-il que j'étais plus libre, dans ma prison, que lui, dans son uniforme de colonel. Je n'avais rien à solliciter. Je ne voulais montrer aucun regret. J'avais fait des choix, conformes à mes principes, mon éthique et ma morale. J'avais pris des risques pendant le grand djihad, la guerre de libération. J'étais prêt à assumer les souffrances de l'indépendance.

Elles devaient s'avérer particulièrement dures. Je passai encore sept années en prison. J'ai connu la plupart des prisons algériennes. La frater-

nité avec les autres détenus allégeait partiellement le poids de la détention et du sentiment d'injustice qui ne m'a jamais quitté. La prison m'a appris certaines règles de la sagesse et la patience. J'y nouai des amitiés qui ont survécu pendant des décennies. J'y découvris des hommes libres, et découvris que de nombreux hommes se croyant libres sont en fait des esclaves.

Malgré la durée de la détention, je n'ai jamais perdu espoir. Je préservai ma dignité, malgré les conditions de détention et les traitements inhumains qui y étaient en vigueur. Je m'accrochais à mon pays, je me rappelais le sacrifice des chouhada, et refusais de me laisser entraîner par le désespoir. Dans les moments difficiles, je me rappelais mes compagnons chouhada, ces immortels, eux que Dieu glorifiait : " Ne croyez pas que ceux qui sont tombés pour la gloire de Dieu sont morts. Ils sont vivants auprès de Dieu qui pourvoit à leurs besoins ". Cela me suffisait.